



© DCRP/ primature

RESULTATS /ENQUETE DE PERCEPTION

« Evaluation des six (06) mois d'exercice du Gouvernement
du MPSR 2 »



SONDAGE WEB

Partie 1- Approche méthodologique et profil des enquêtés

- I. Section 1- Approche méthodologique
- II. Section 2- Profil des enquêtés

Partie 2- Résultats auprès des enquêtés

- I. Section 1- Appréciation des mesures du Gouvernement
- II. Section 2- Notation des membres du Gouvernement

INTRODUCTION

Sept (07) mois après le coup d'Etat ayant mis fin au régime de Sandaogo Paul Henri DAMIBA, le MPSR 2 (version rectification du MPSR1), sous le leadership du capitaine Ibrahim TRAORE, est à la manœuvre avec le même objectif : la reconquête du territoire nationale. L'enquête de perception vise à porter une appréciation qualitative et quantitative sur les mesures et actions du nouveau Gouvernement au regard des efforts déployés, sous la coordination de Me Apollinaire Joachimson KYELEM de TAMBELA.

Le sondage web se déroule dans un contexte particulier marqué d'une part par des massacres de plusieurs civils par les groupes terroristes dans plusieurs localités, notamment dans les régions de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun et qui ont suscité l'émoi au sein des populations, et d'autre part par l'organisation de grandes manifestations de soutien au chef de l'Etat dans plusieurs chefs-lieux de région et provinces visant à saluer sa détermination et sa ferme volonté de reconquête du territoire et de sauvegarde de la Nation par une mobilisation générale de toutes les composantes de la société.

Le présent rapport présente les résultats du questionnaire diffusé auprès des lecteurs du portail d'informations Lefaso.net portant leurs appréciations des efforts déployés par le Gouvernement de la Transition conduit par Apollinaire Joachimson KYELEM de TAMBELA, après plus de six (06) mois d'exercice, ainsi que leurs suggestions et recommandations en vue d'un changement réel dans la lutte contre les attaques terroristes et la restauration de l'intégrité du territoire du Burkina Faso.

1

Partie 1 : Approche méthodologique et profil des enquêtés



Approche méthodologique

Section 1.1 – Approche méthodologique globale

Les données de l'enquête de perception des actions du gouvernement de la Transition ont été collectées à travers un lien web de la plateforme « OBAAS WEB REPORT ». Du 10 mai 2023 au 20 mai 2023, le lien a été diffusé sur le portail d'information Lefaso.net, premier site d'information en ligne du Burkina Faso.

Le questionnaire d'enquête porte sur plusieurs thèmes dont principalement l'appréciation des mesures politiques, économiques et sécuritaires prises par les autorités de la Transition pour endiguer la crise sécuritaire et humanitaire d'une part, et d'autre part, les commentaires et les suggestions pour plus d'efficacité de ces mesures. Aussi, une appréciation globale de l'action des dirigeants et membres du Gouvernement est faite par une note sur 20 portant sur l'évaluation de l'action des acteurs engagés pour le retour définitif de la paix au Burkina Faso en 2023.

L'ensemble des données recueillies a été centralisé d'abord sur un serveur sécurisé puis transféré sur les logiciels MS EXCEL et SPSS pour l'apurement de la base de données. Les différentes analyses statistiques (univariées et multivariées) sont faites avec SPSS, SPHINX IQ, XLSTAT, MINITAB et TROPES.

Au total plus de 1 000 personnes ont participé à l'enquête. Seules les réponses complètes à l'ensemble des questions ont été prises en compte dans l'analyse ; ce qui donne un effectif globale de 418 personnes.

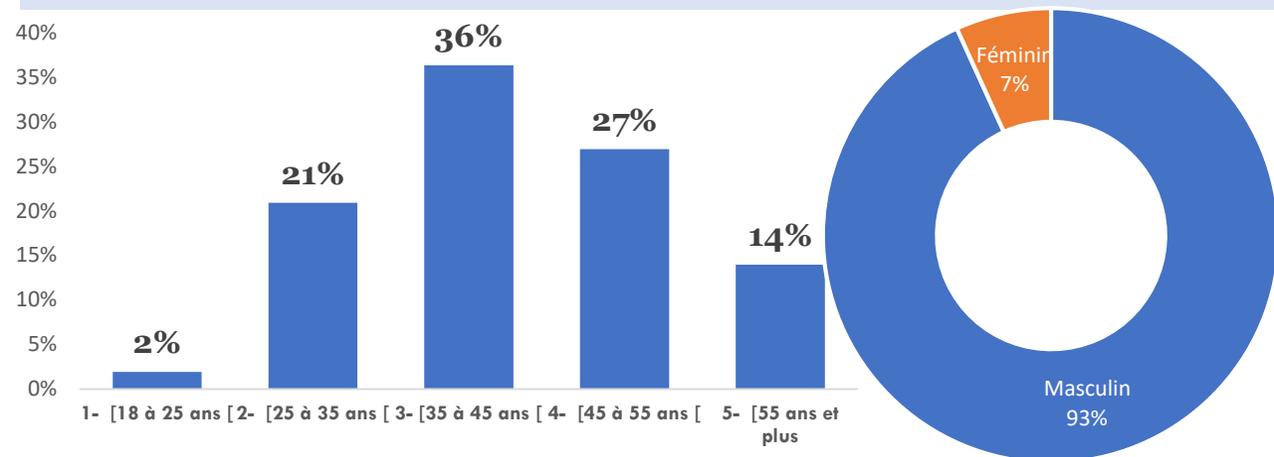




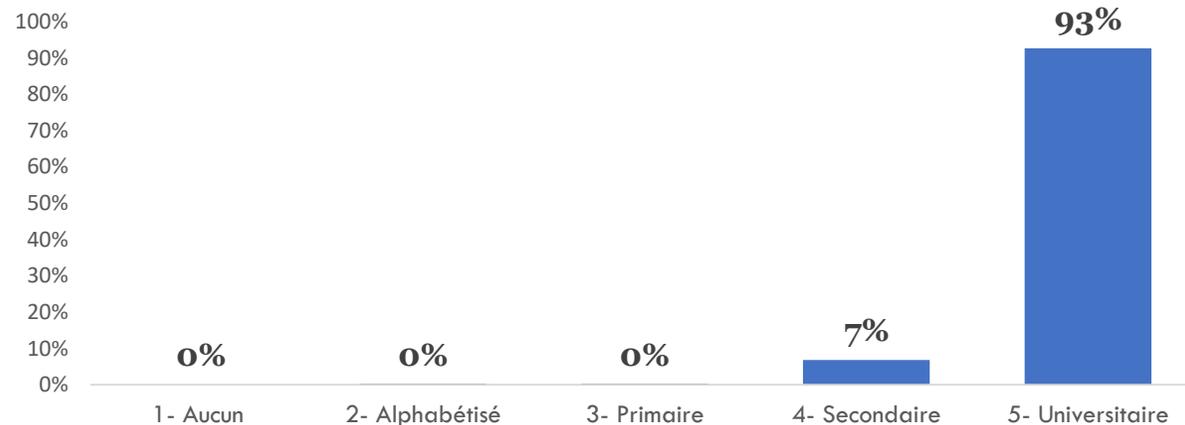
Profil des répondants

Section 1.2 – Profil des enquêtés

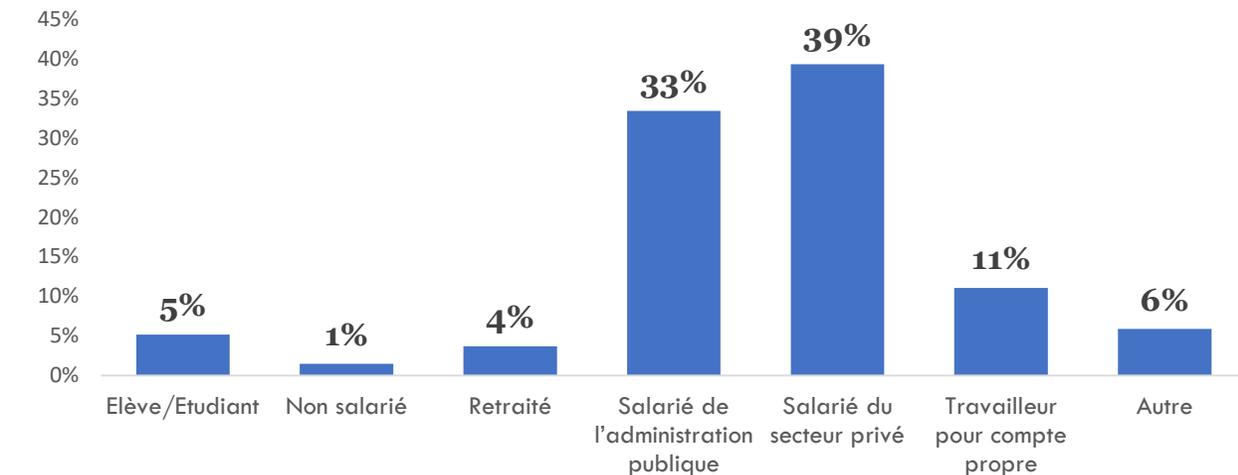
Tranche d'âge & genre



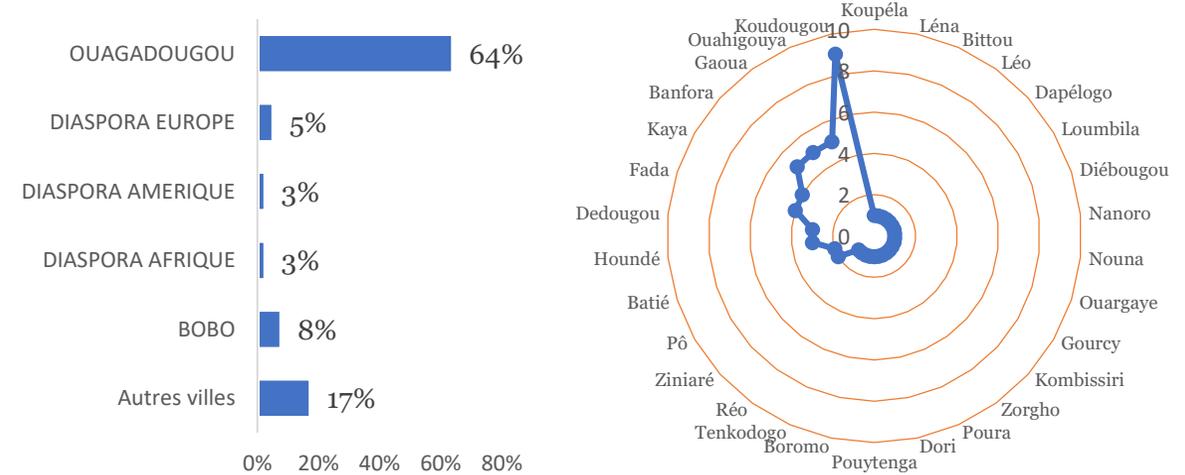
Niveau d'instruction



Profession



Lieu de résidence

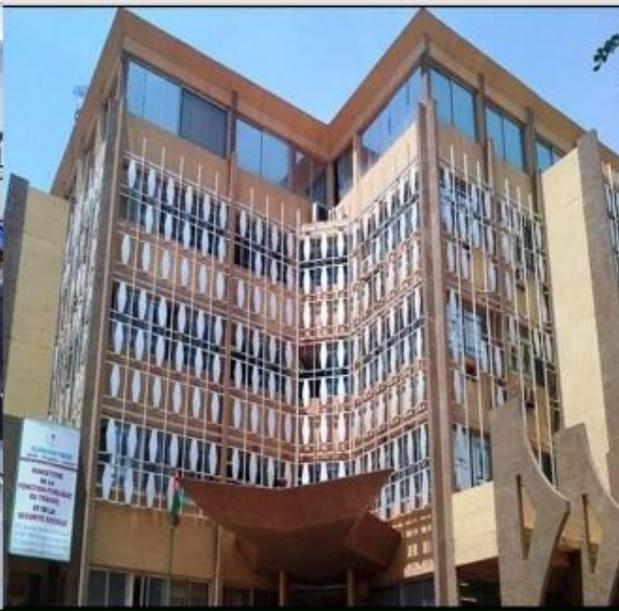


L'échantillon d'étude est de 418 sondés sur un effectif total 1008 qui ont répondu complètement au questionnaire sur la période la 10 au 20 mai 2023. Il est composé de:

- 93% des répondants qui sont des hommes contre 07% de femmes ;
- 60% des répondants qui ont moins de 45 ans contre 40% qui ont plus de cet âge;
- 64% des répondants qui déclarent résider à Ouagadougou contre 25% à l'intérieur du pays (en province) et 10% hors du pays (diaspora).

2

Partie 2- Résultats auprès des enquêtés

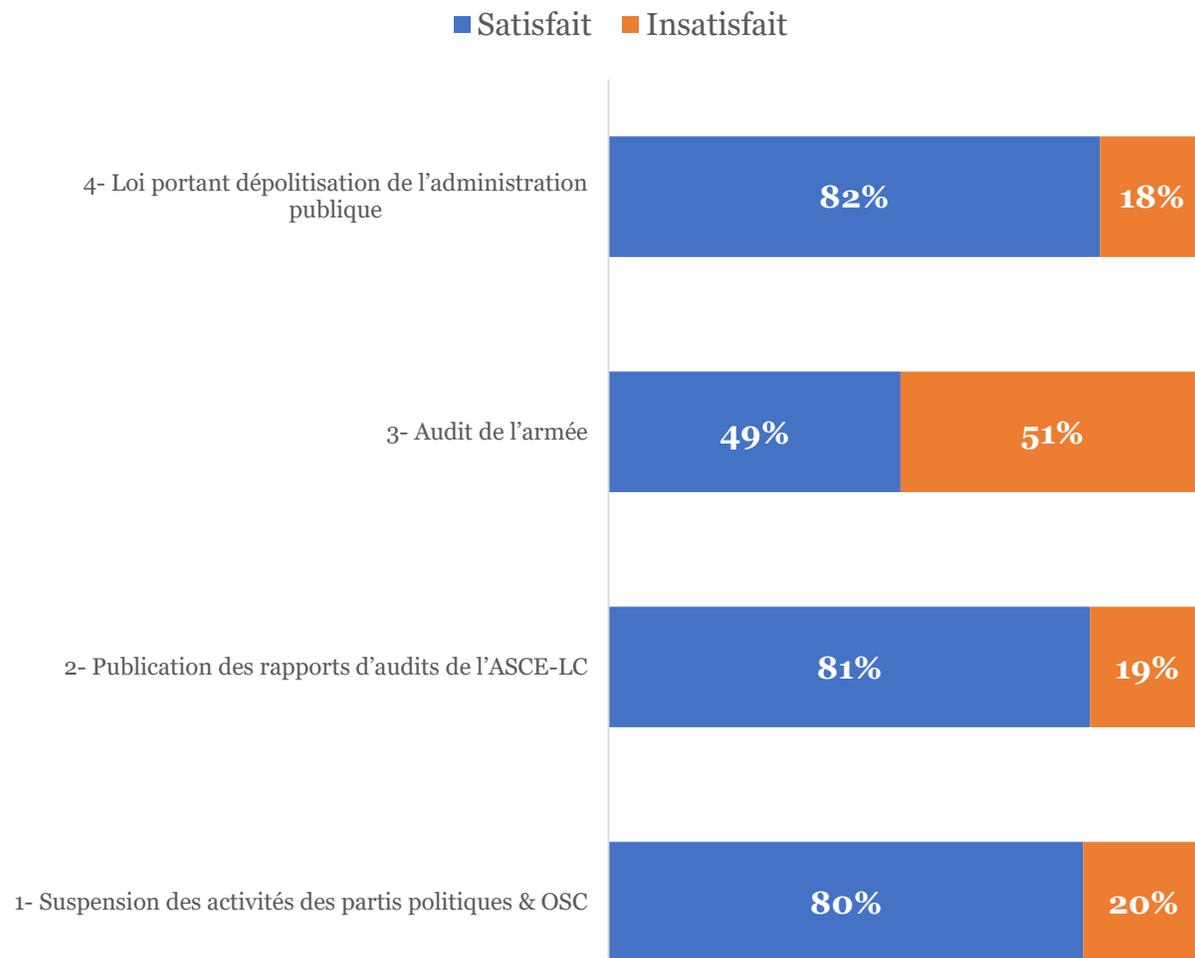
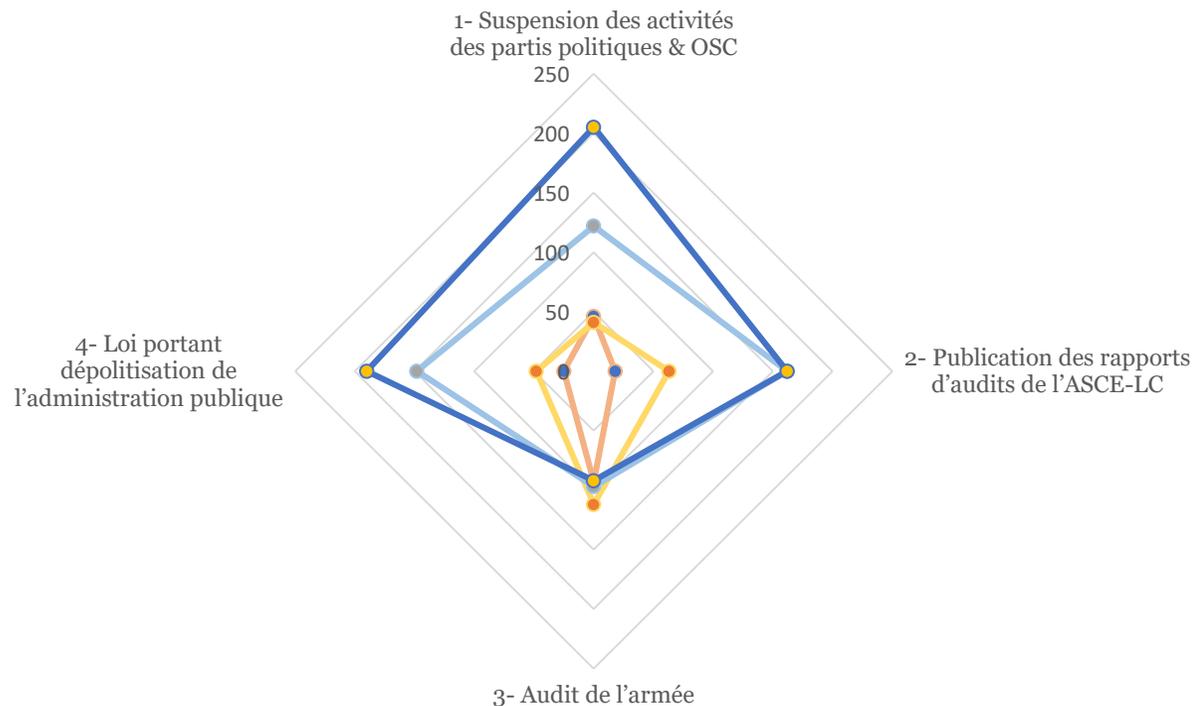


a- Mesures politiques

Section 1- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

A. Mesures politiques

1- Pas du tout satisfait 2- Pas satisfait 3- Satisfait 4- Très satisfait



Environ, 8 personnes sur 10 approuvent totalement les mesures politiques prises par les autorités de la Transition en vue d'assainir l'environnement politique, à l'exception des mesures portant sur l'audit de l'armée où les avis sont relativement partagés.

A. Mesures politiques

Synthèse des commentaires sur les mesures

- L'audit de l'armée, « oui » mais à condition que les conclusions soient connues de tous;
- La suspension des activités politiques est à saluer car pour les politiciens, c'est leurs intérêts qui priment ;
- Les militaires doivent être fermes et durs avec tous ceux qui rament à contre-courant ;
- Mettre en œuvre les recommandations de l'ASCE-LC, juger et condamner les coupables de détournement de deniers publics ;
- Il faut simplement de la transparence dans toutes les actions entreprises ;
- Les activités des partis politiques et des organisations de la société civile doivent être en berne pour que le Gouvernement puisse se focaliser sur la sécurité ;
- Le dialogue avec la classe politique devrait amener à responsabiliser davantage les partis politiques. Leur suspension n'est pas la solution ;
- Le Gouvernement doit rendre plus visibles les alliances stratégiques tissées avec ses partenaires fiables ;
- On note un manque d'impartialité dans les dossiers de l'ASCE-LC ;
- On ne devrait pas suspendre les activités des partis politiques ; il fallait plutôt orienter leurs activités.

Synthèse des suggestions d'amélioration pour plus d'efficacité

- Réguler les réseaux sociaux, c'est bien possible ;
- Plus de fermeté est nécessaire en ce qui concerne le respect des mesures de suspensions des activités des OSC ;
- Rendre public l'audit de l'armée ;
- Poursuivre la concertation avec les partis politiques et la société civile ;
- recadrer les médias et les OSC, ne pas laisser les journalistes et certaines activités déstabiliser le pays au nom de la liberté d'expression ;
- Conditionner la reprise des activités politiques aux partis qui feront la preuve formelle de leur représentativité dans au moins 40% des communes ;
- Créer des cadres de concertation directs et réguliers avec les intellectuels reconnus pour leur capacité d'analyse en vue de recueillir le maximum de bonnes idées ;
- Renforcer notre diplomatie en faisant appel à nos meilleurs cadres, même ceux à la retraite ;
- Il faut refonder les institutions pour éliminer tous les risques de pillage des ressources dans l'impunité ;
- L'audit de l'armée doit se faire de façon transparente.

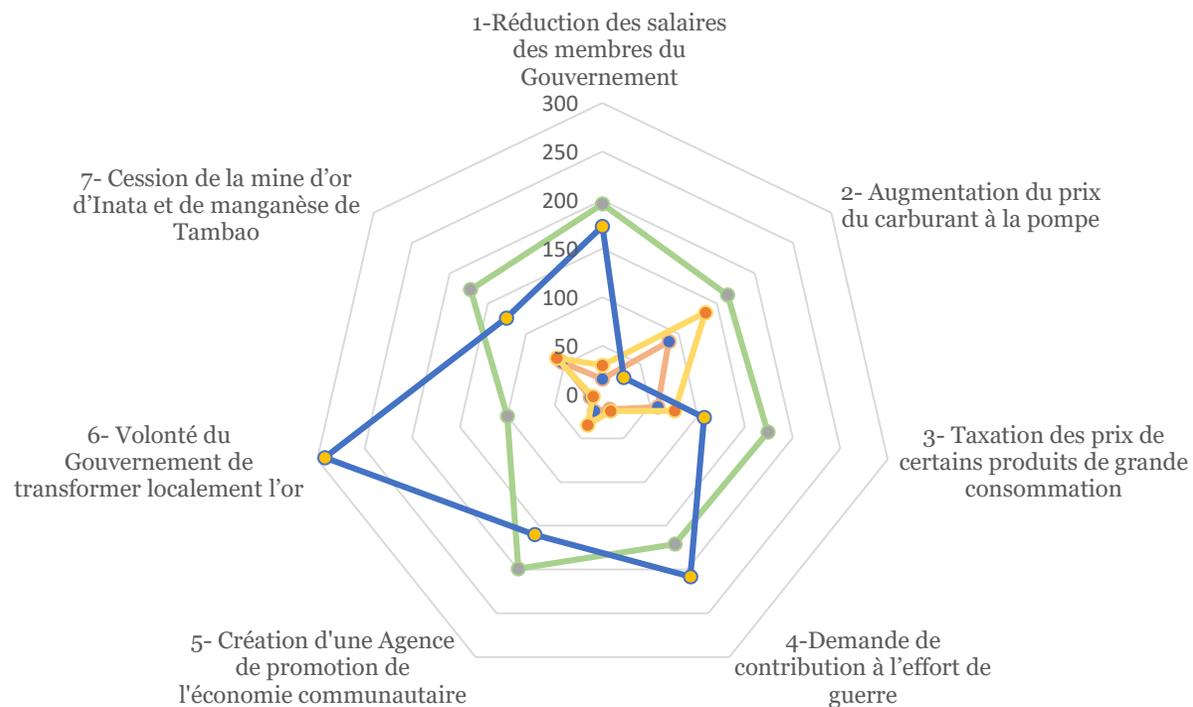
2



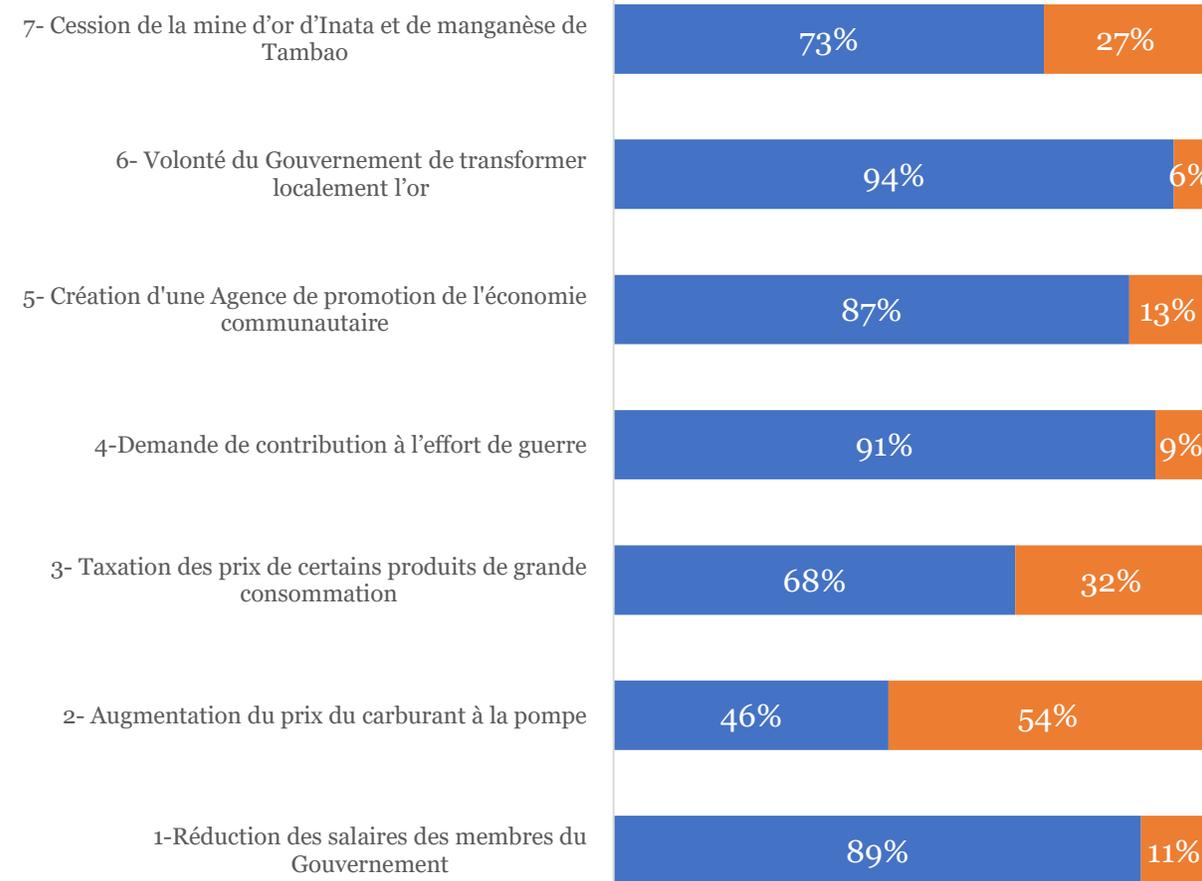
B- Mesures économiques

B. Mesures économiques

1- Pas du tout satisfait 2- Pas satisfait 3- Satisfait 4- Très satisfait



■ Satisfait ■ Insatisfait



En ce qui concerne les mesures économiques, elles sont globalement appréciées (7 à 9 enquêtés sur 10 sont « satisfaits » pour les 5 mesures) à l'exception de 2 mesures ci-après cités :

- **Augmentation du prix de l'essence** ; plus de la moitié des enquêtés sont « insatisfaits » contre 46% qui acceptent.
- **Taxation des prix de certains produits** Environ 30% sont « insatisfaits » contre 68%.

B. Mesures économiques

Synthèse des commentaires sur les mesures

- Éviter de trop taxer, cela tue l'économie ;
- Baisser les prix des produits de première nécessité ;
- Le Gouvernement est sur la bonne voie ;
- Manque de transparence dans la gestion des affaires économiques ;
- Volonté de réformer le secteur économique ;
- A quoi sert de réduire les salaires des ministres alors que leurs charges de fonctionnement, comme l'utilisation des grosses cylindrées, demeurent ;
- Il faut beaucoup plus de rigueur dans l'analyse des questions économiques ;
- Trop de crimes économiques passent sous silence ;
- Ce sont des mesures qui sont fondées sur la réalité du moment, donc c'est le prix à payer pour l'indépendance et l'approvisionnement continu du pays ;
- La diminution des salaires n'entraîne pas forcément la maîtrise budgétaire ;
- La transparence dans la gestion de la chose publique ;
- Le Gouvernement priorise les sources de financement locales pour financer l'effort de guerre; ce qui est une excellente chose ;
- on devrait exploiter le manganèse, le fer et d'autres métaux pour faire les transformations sur place.

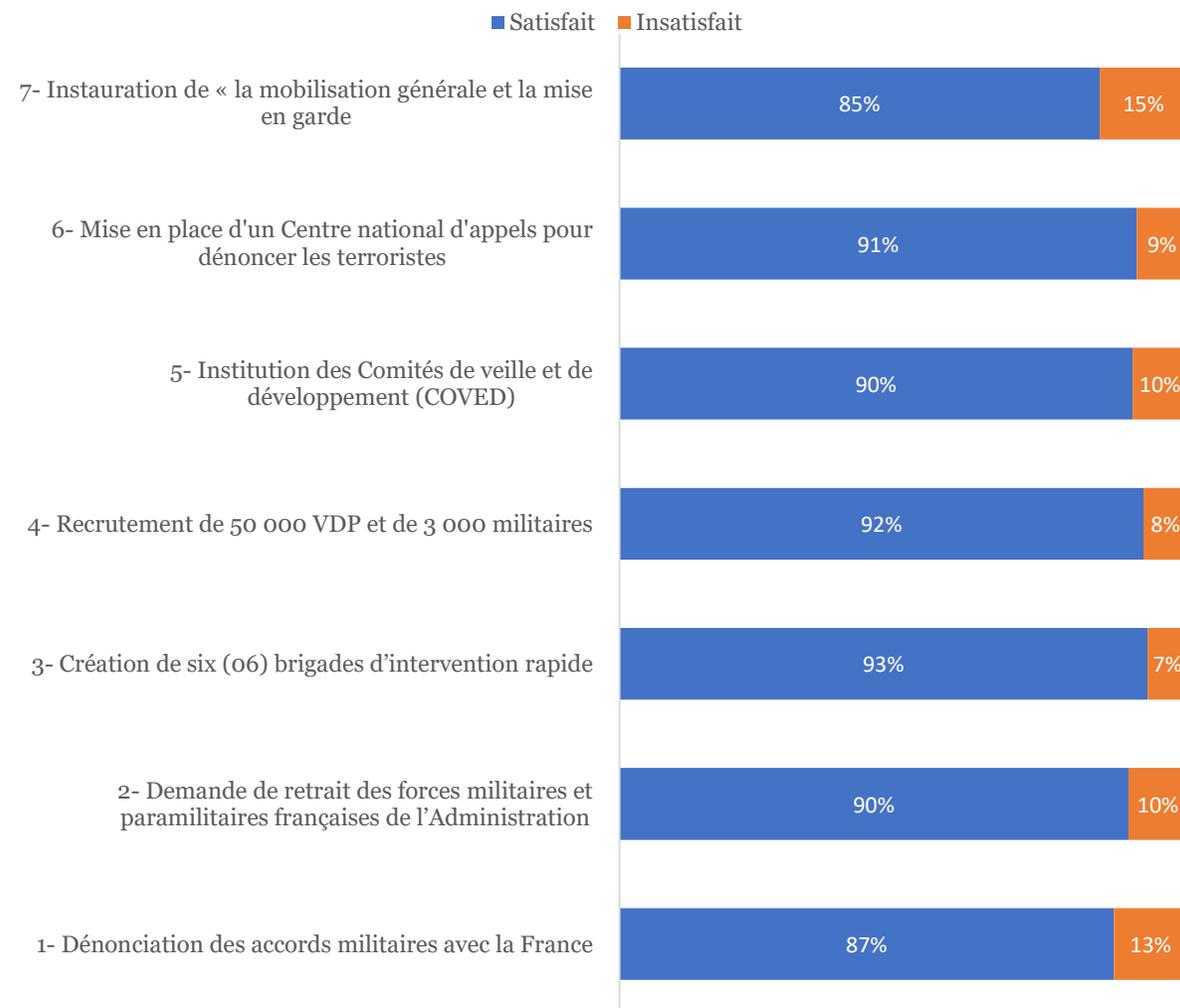
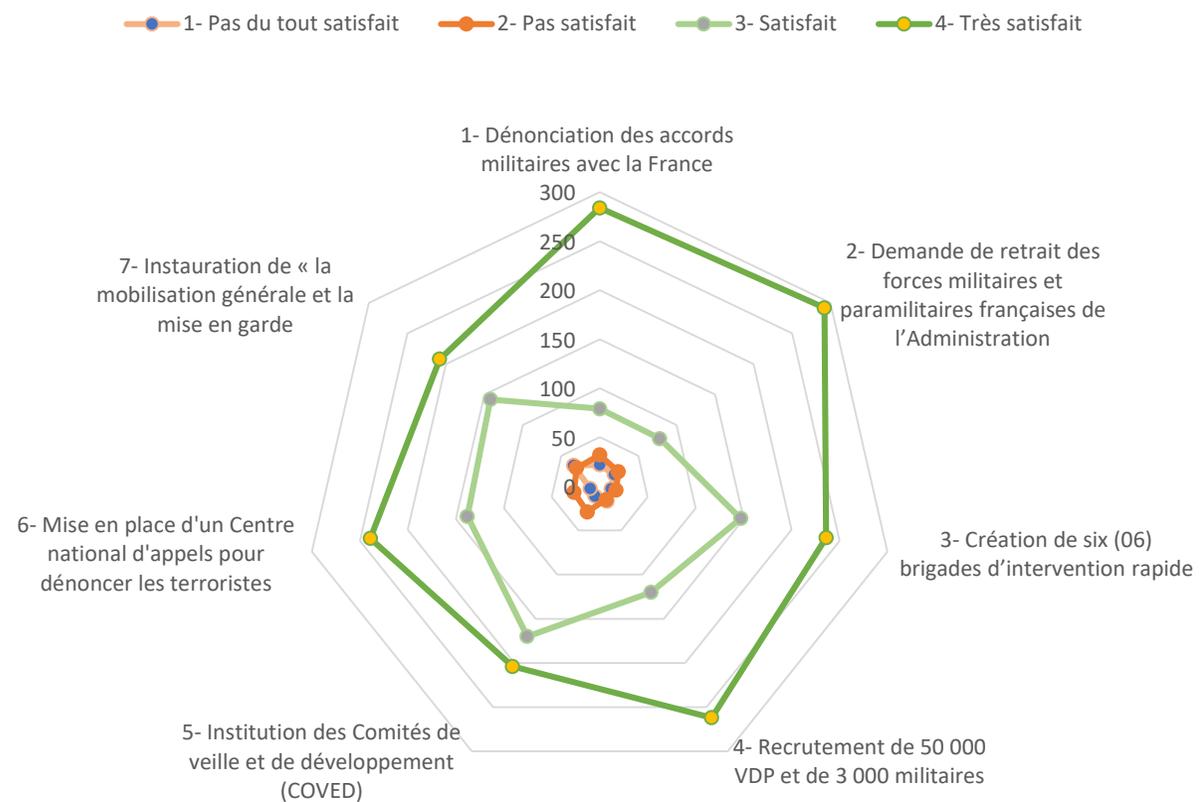
Synthèse des suggestions d'amélioration pour plus d'efficacité

- Réprimer les crimes économiques ;
- On doit nationaliser toutes nos industries ;
- Les richesses du Burkina Faso doivent lui permettre de vivre modestement ;
- Regarder du côté des impôts et des paiements des taxes par les contribuables, surtout le plus nantis ;
- Développer les fonds de financement pour les jeunes ;
- Inciter les nationaux à investir dans le secteur minier et y réserver une part à l'actionnariat populaire ;
- Baisser un peu le prix du carburant ;
- L'abandon pur et simple du franc CFA ;
- Nationaliser les sociétés minières et faire un stock important d'or en vue de la création d'une monnaie dans l'avenir, de concert avec le Mali et la Guinée ;
- Concéder les nouvelles mines à des acteurs locaux ou à défaut détenir au moins 50% du capital par les nationaux ;
- Des mesures conservatoires doivent être prises pour que cette cession n'efface pas des indices ;
- Réduire le paiement des contraventions routières ;
- Revoir le cas des mines d'INATA et de TAMBAO ;
- S'assurer que les ressources du pays profitent à tous les fils et filles du Burkina.



C- Mesures sécuritaires

C. Mesures sécuritaires



Pour les enquêtés, l'ensemble des mesures sécuritaires prises par les autorités sont globalement satisfaisantes, 85% au minimum et 92% au maximum.

C. Mesures sécuritaires

Synthèse des commentaires sur les mesures

- Pour le moment tout va bien ;
- La communication du Gouvernement sur la nécessité de restreindre certaines libertés est insuffisante ;
- on n'avait pas besoin de recruter des civils pour gérer la sécurité ;
- Les BIR ne sont là que pour escorter les personnalités et les convois des sociétés minières. Elles ne luttent pas contre le terrorisme ;
- Les fonctionnaires ayant quitté les zones d'insécurité peuvent être mises à contribution dans d'autres activités ;
- rendre opérationnels les différents démembrements de l'ONAPREGECC ;
- risques de dérives sur l'instauration de la mobilisation générale et la mise en garde;
- Rôle des COVED pas clarifié par rapport aux autres structures existantes ;
- Signal fort pour une vraie indépendance vis à vis de l'Occident ;
- Ceux qui ont détruit la Libye et entraîné l'instabilité dans le Sahel ne sont pas des partenaires sur lesquels il faut compter dans la lutte contre le terrorisme ;
- Le retrait des forces françaises est une excellente mesure, cela affirme notre indépendance et nous responsabilise davantage ;
- Ces actions sont cohérentes et rencontrent l'assentiment d'une grande partie de la population.

Synthèse des suggestions d'amélioration pour plus d'efficacité

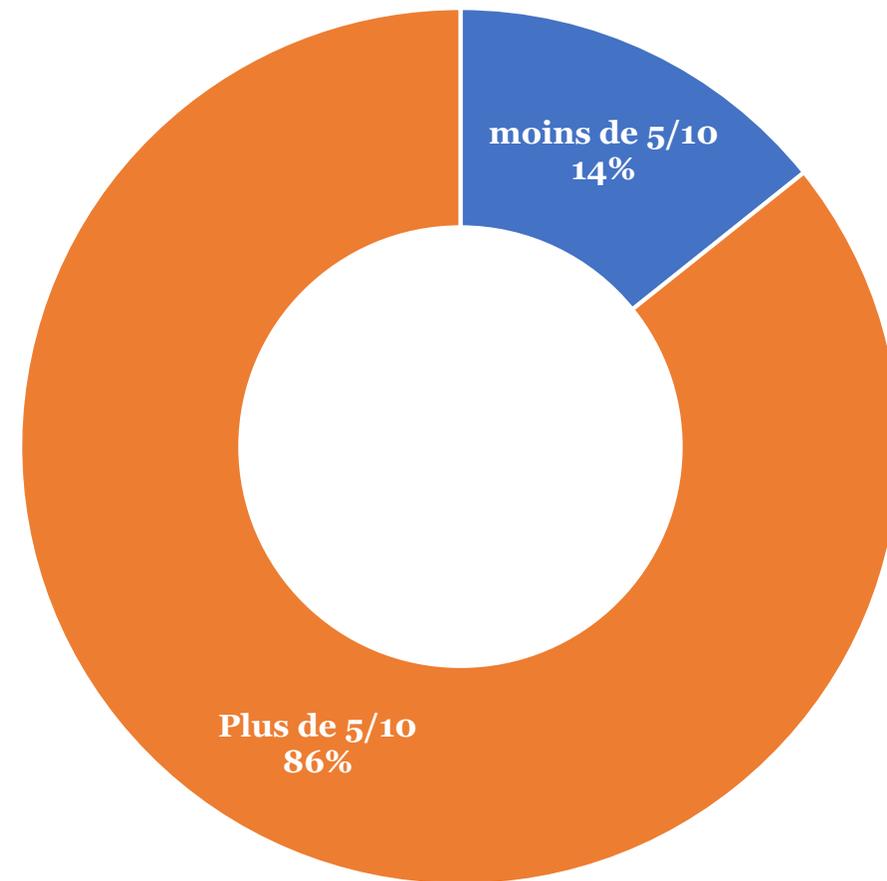
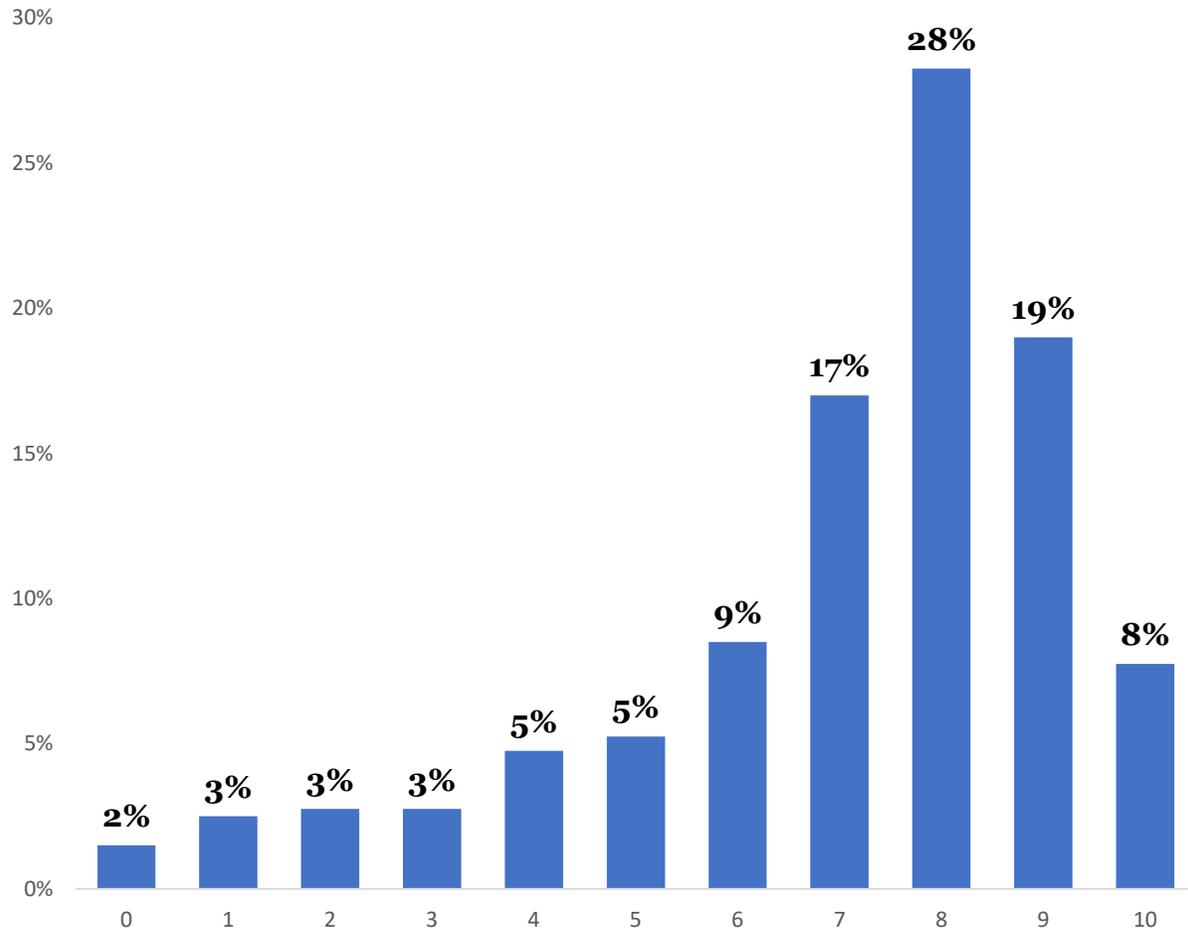
- Être assez diplomatique ;
- Faire attention avec le centre d'écoute. Car des terroristes peuvent aussi appeler pour saboter ;
- Renforcer la sécurité à la frontière avec le Niger ;
- Veillez à ce que les populations se réinstallent dans les zones libérées ;
- Faire obligation aux journalistes et activistes qui se sentent menacés de porter plainte contre les présumés auteurs de ces menaces au lieu d'accuser les autorités;
- Revoir la mobilisation générale vu qu'il y a des policiers encore aux feux tricolores qui prennent toujours de l'argent alors que leurs collègues sont aux front ;
- Réorganiser les OSC et les partis politiques ;
- Évaluer l'efficacité de chaque mesure avant d'implémenter d'autres mesures ;
- Former et armer les populations dans tous les villages, cela permettra d'éviter des retards de riposte en cas de besoin ;
- Maintenir le cap jusqu'à la libération totale du pays naguère sous l'emprise néocoloniale ;
- Mener des enquêtes afin de prouver la véracité des dénonciations ;
- Prendre toutes les diligences pour que les brigades créées soient suréquipées et bien entraînées ;
- Travailler davantage à la cohésion dans l'armée. Rester toutefois réceptif aux critiques objectives qui peuvent renforcer la lutte.



D- Appréciation globale

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

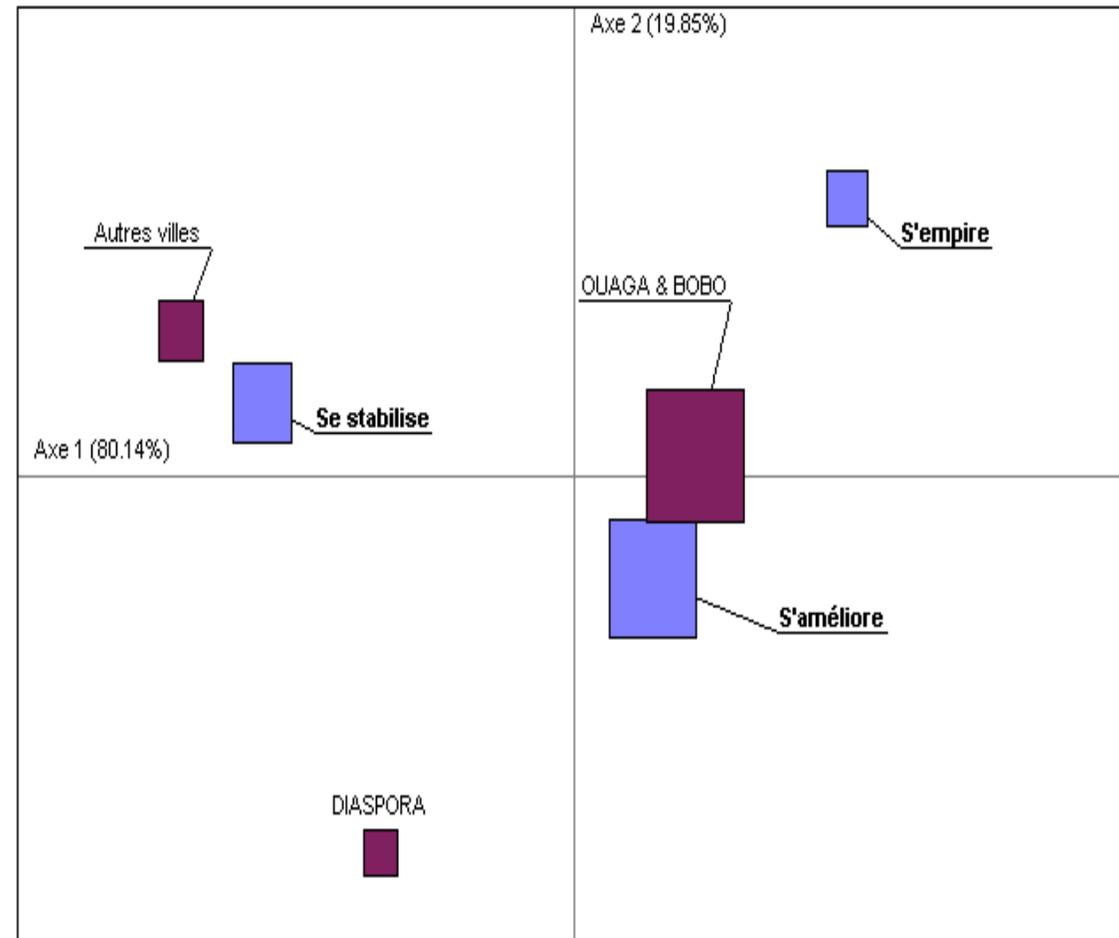
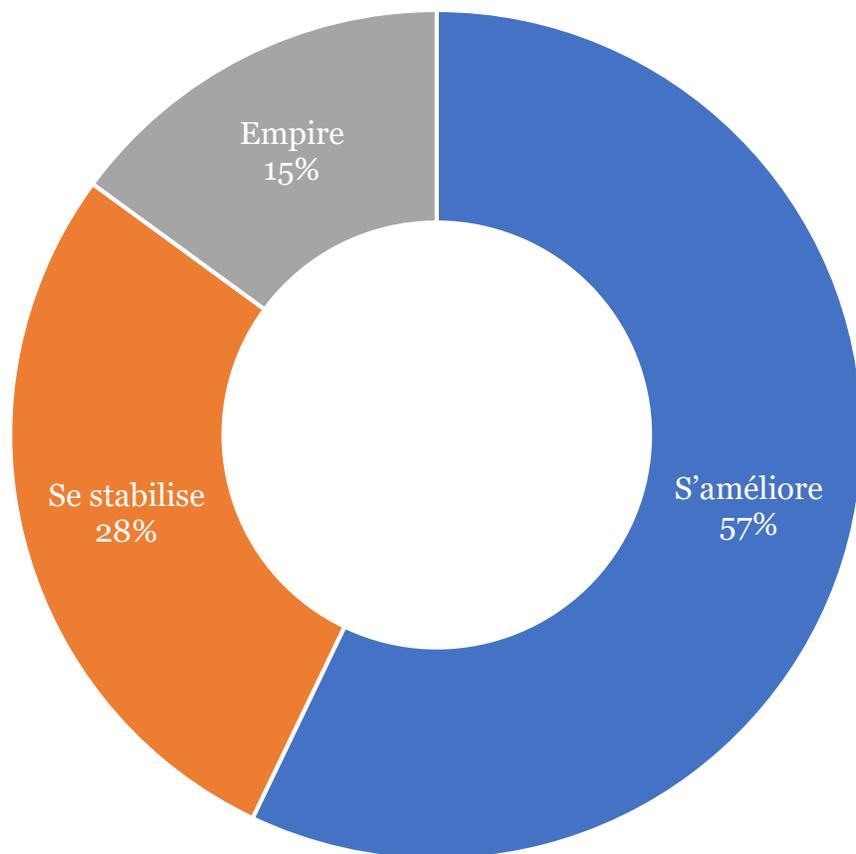
1. Globalement, 6 mois après, quelle appréciation (note de 0 à 10), faites-vous des résultats du MPSR 2 pour la reconquête du territoire ?



Pour la reconquête du territoire par le MPSR 2 six (06) mois après, les sondés attribuent la note moyenne de 7/10. Environ 86% des répondants donnent une note supérieure à 5 contre 14% qui sanctionnent l'action par une note inférieure à 5.

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

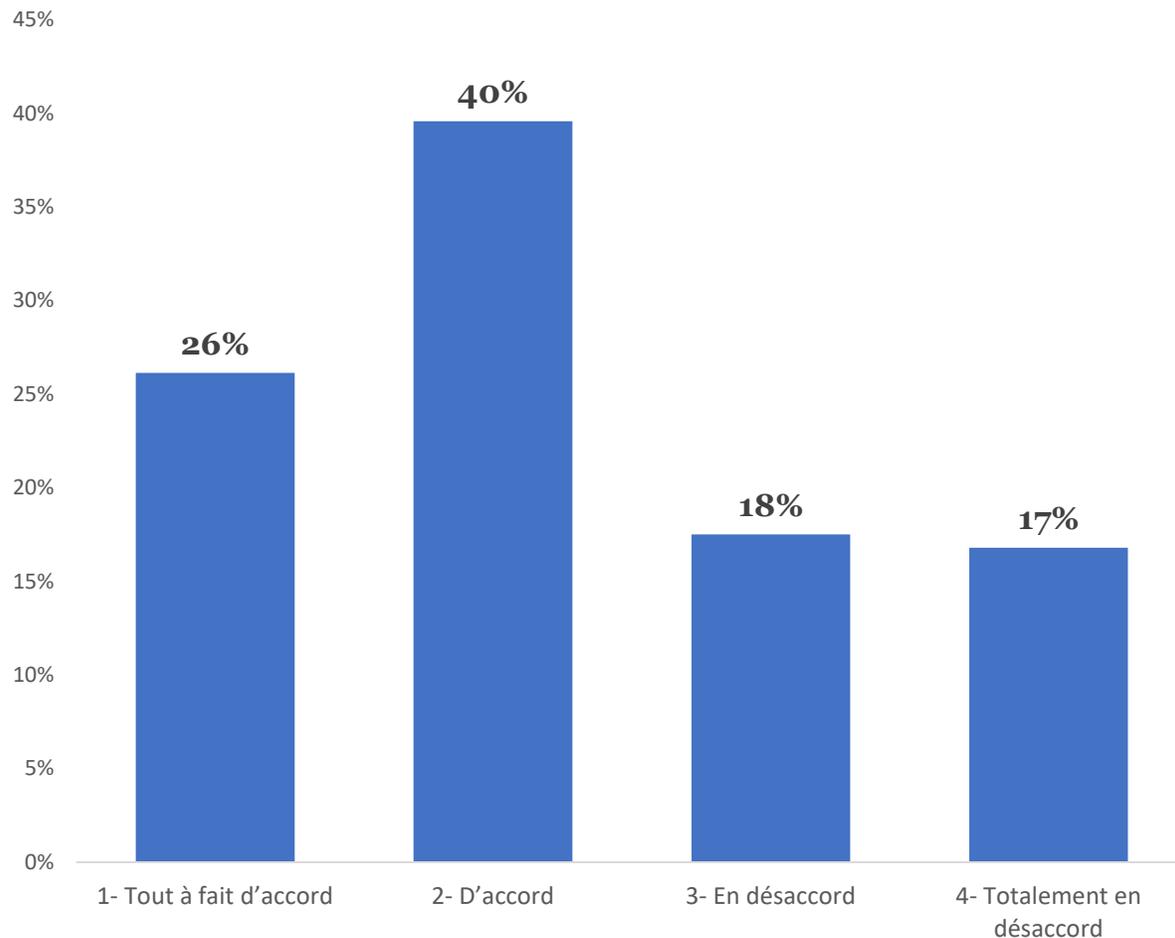
2. Pour vous, depuis l'avènement du MPSR 2, la situation du pays ?



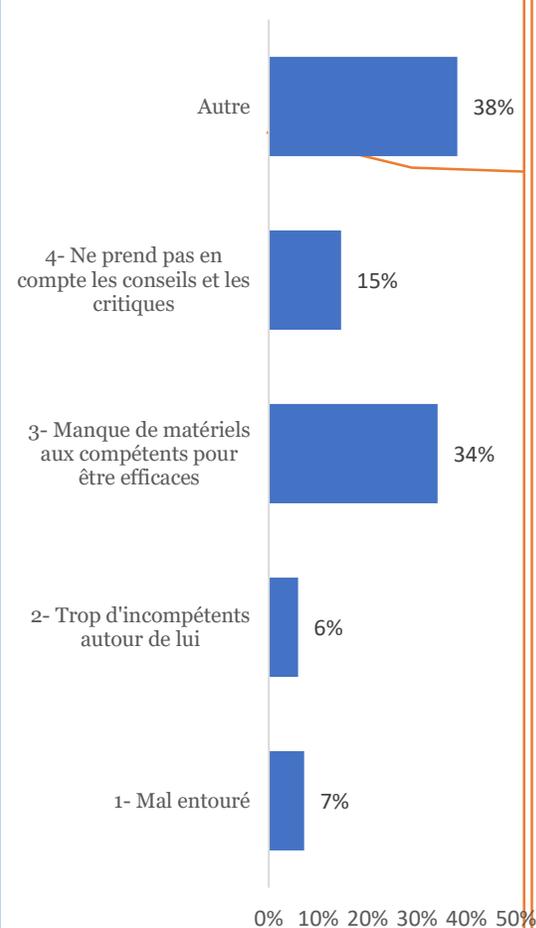
La situation du pays s'améliore pour 57% des enquêtés. En effet, ils disent, comparativement au Gouvernement précédent, constater cette fois-ci plus d'efforts et de la volonté à changer les choses. Donc cette appréciation constitue un espoir qu'avec la détermination des acteurs actuels, tout s'améliorera dans un avenir proche. Cependant, 15% des enquêtés estiment que la situation ne fait qu'empirer. Pour ces derniers, les indicateurs cités sont principalement l'augmentation du nombre de PDI, le nombre de structures sanitaires et scolaires fermées, le nombre de morts civils et des villages déguerpis. Toute chose qui ne permet pas d'affirmer le contraire. Ils préconisent que les autorités essaient davantage de rassembler les Burkinabè dans l'idéal commun de réduire la durée de la guerre jugée déjà très longue et fastidieuse.

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

3- Etes-vous « d'accord ou pas d'accord », avec le projet de fédération Burkina-Mali-Guinée comme solution pour finir avec le terrorisme ?



4. Selon vous, qu'est ce qui ne va pas dans la gouvernance du MPSR 2 ?

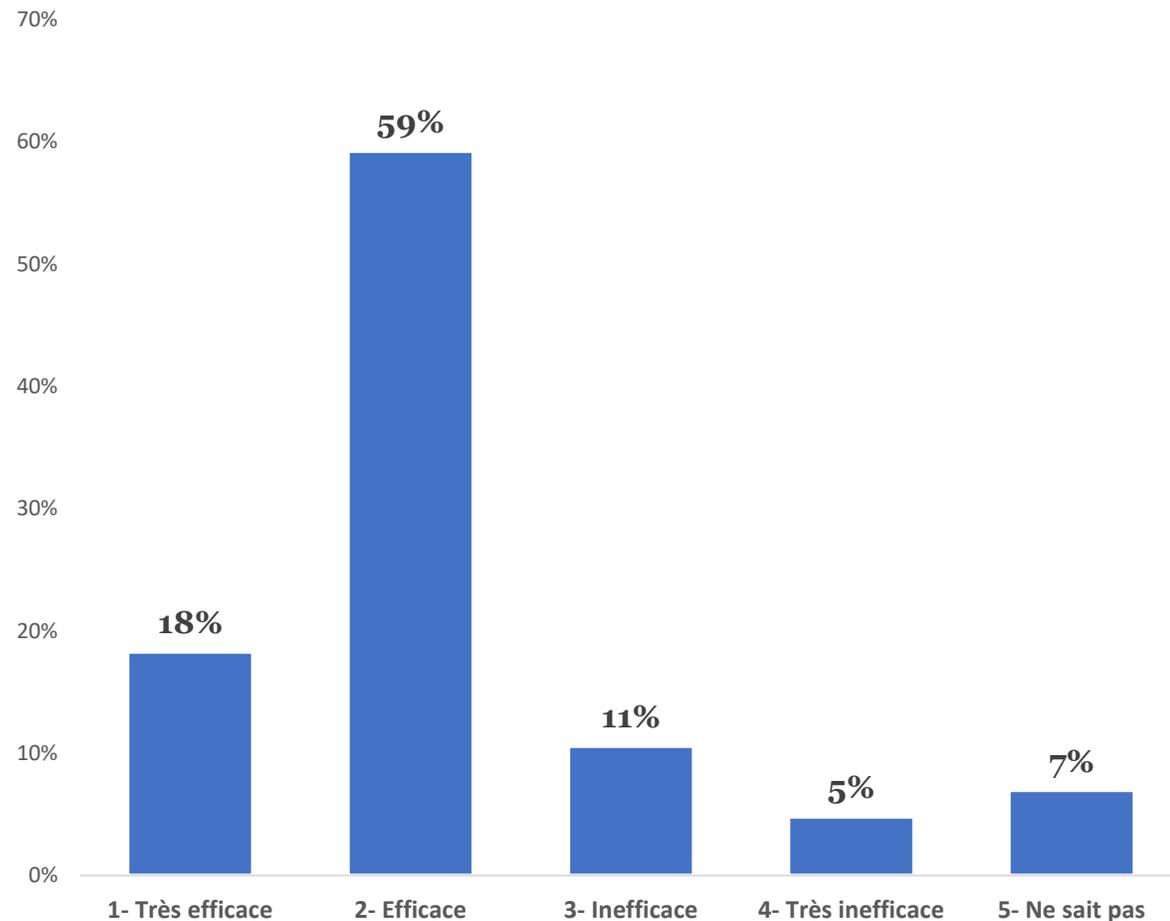


- Améliorer la communication gouvernemental
- La communication publique est insuffisante dont à recadrer
- Manque de bonne communication sur la nature exacte de l'ennemi.
- il faut plus de moyens pour anticiper certaines attaques
- Continuer dans la lancée actuelle et améliorer le renseignement pour faire face aux ennemis internes et externes.
- Environnement interne et externe hostile
- Faire un savant dosage avec des cadres expérimentés qui sont même à la retraite
- Il faut beaucoup de rigueur dans la lutte contre la corruption
- Il faut que le gouvernement écoute tout le monde surtout ceux qui ne sont pas d'accord avec certaines actions
- Il y aurait fallu quelques hommes de grande expérience aussi autour du président et du premier ministre
- Ils sont un peu lents dans la prise de décision économique favorisant les travailleurs du privé sur tous
- la cupidité de certains burkinabé et le complot d'interne-externe
- Le gouvernement fait de son mieux face aux adversités et aux contraintes
- Manque de moyens et particulier les ressources financières
- Non présence de la haute hiérarchie militaire sur les théâtres d'opérations pour sécuriser
- Problème de cohérence dans la communication globale du gouvernement en temps de guerre

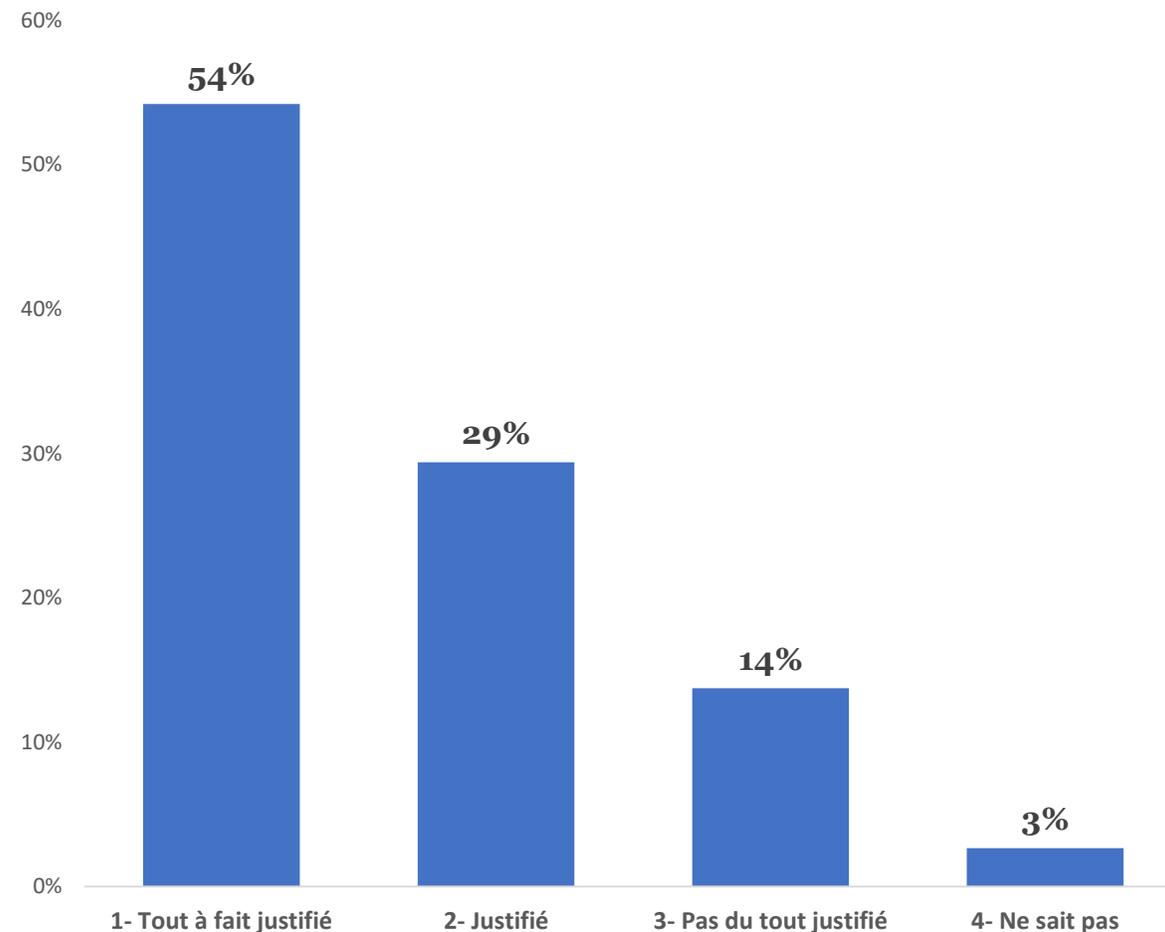
La plupart des enquêtés sont d'accord avec le projet de fédération Burkina-Mali-Guinée comme solution pour finir avec le terrorisme (66%) contre 34% qui sont en désaccord avec ce projet. Par ailleurs, des enquêtés (34%) pensent que ce qui ne va pas dans la gouvernance du MPSR 2 c'est « le manque de matériels aux compétents pour être efficaces ».

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

5- Selon vous, à ce jour, la stratégie et la tactique mises en œuvre pour mener la lutte contre l'hydre terroriste sont-elles... ?



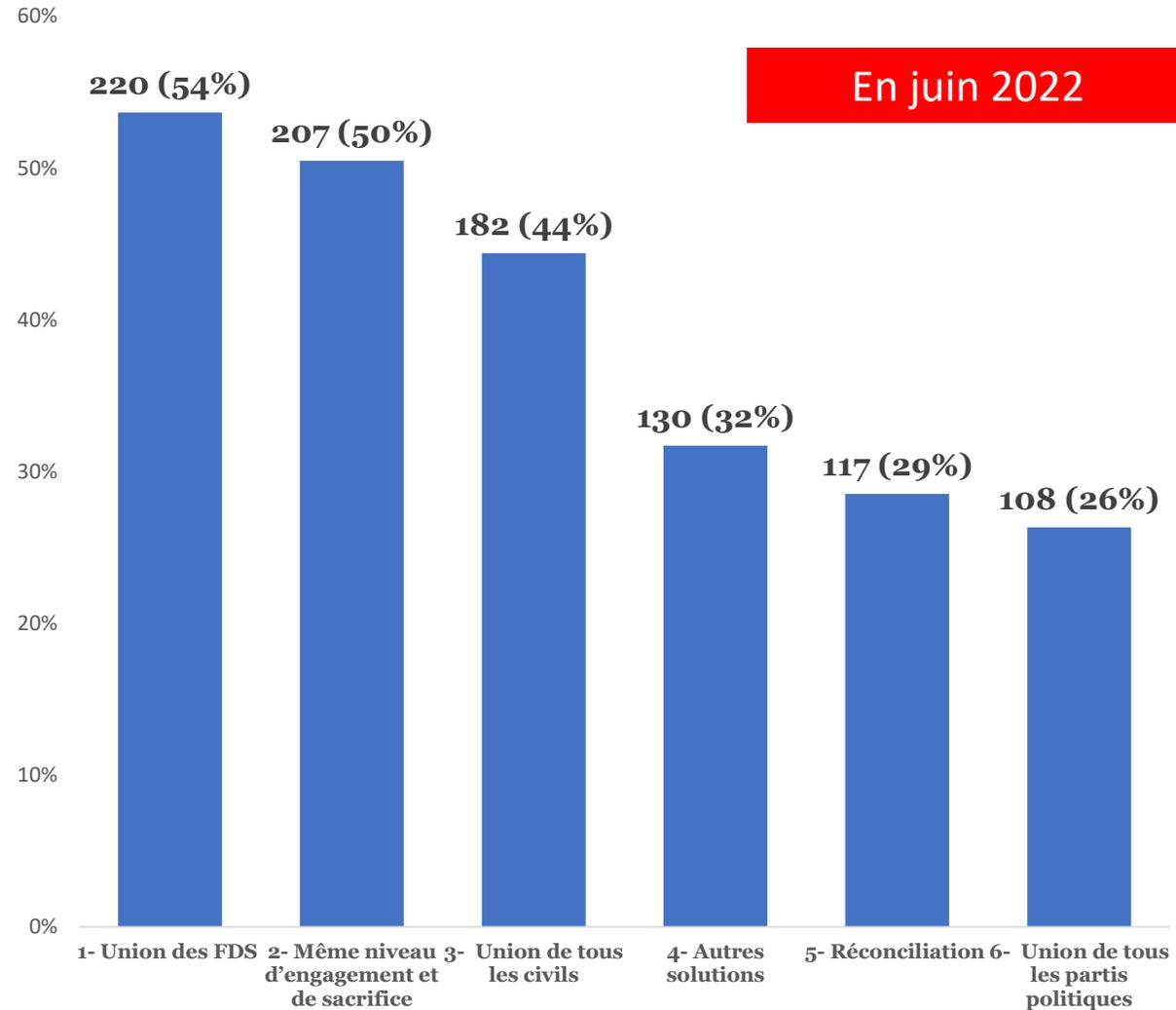
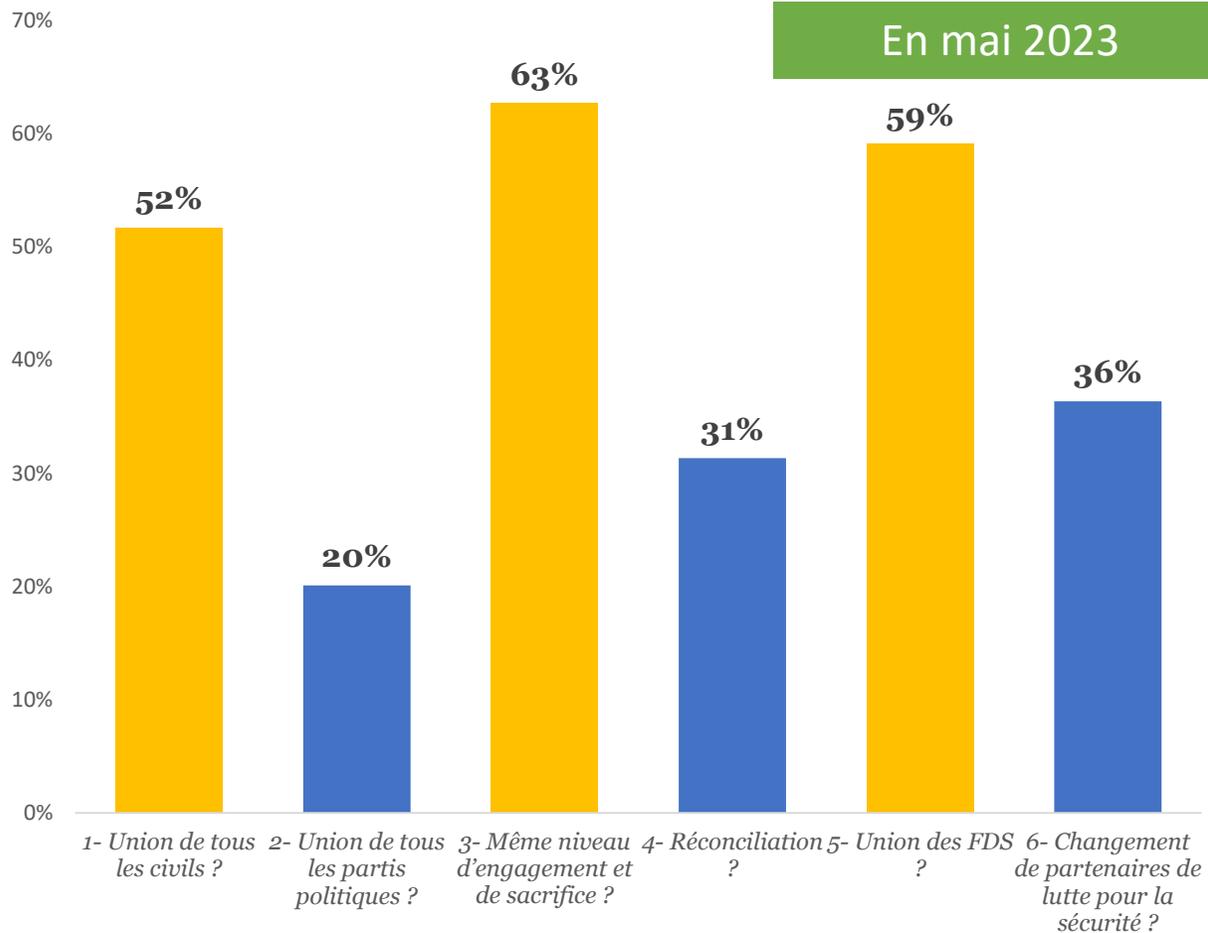
6- A ce jour, au regard de la situation nationale, le diagnostic fait par le MPSR 2 au coup d'Etat du 30 septembre 2022 vous semble-t-il ?



77% des enquêtés jugent que la stratégie et la tactique mises en œuvre pour mener la lutte contre l'hydre terroriste sont « efficaces », contrairement à 16% qui disent le contraire. A ce jour, au regard de la situation nationale, le diagnostic fait par le MPSR 2 au coup d'Etat du 30 septembre 2022 semble « tout à fait justifié » (54%).

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

7. A votre avis, les solutions pour le retour de la paix passeront obligatoirement par :

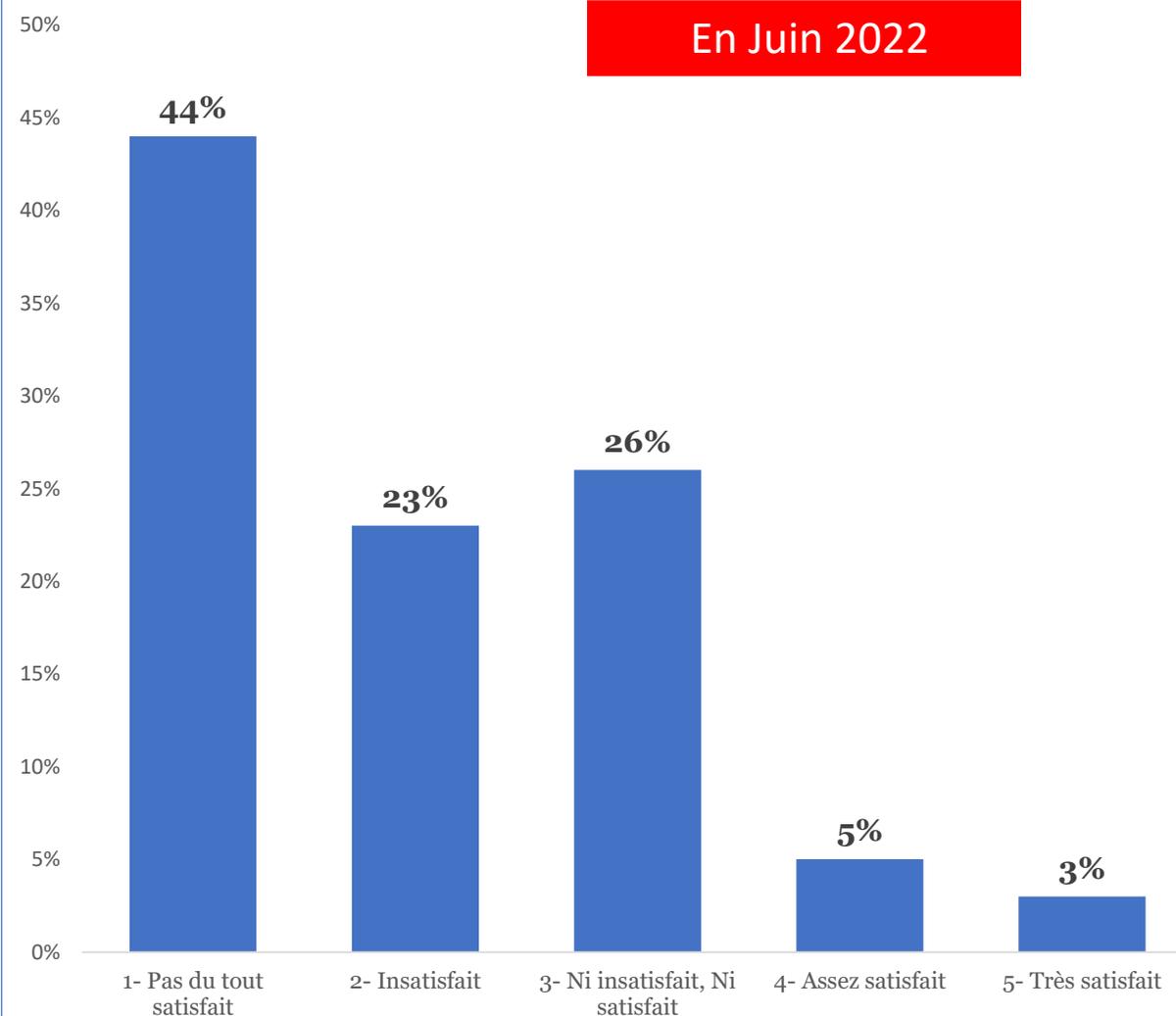
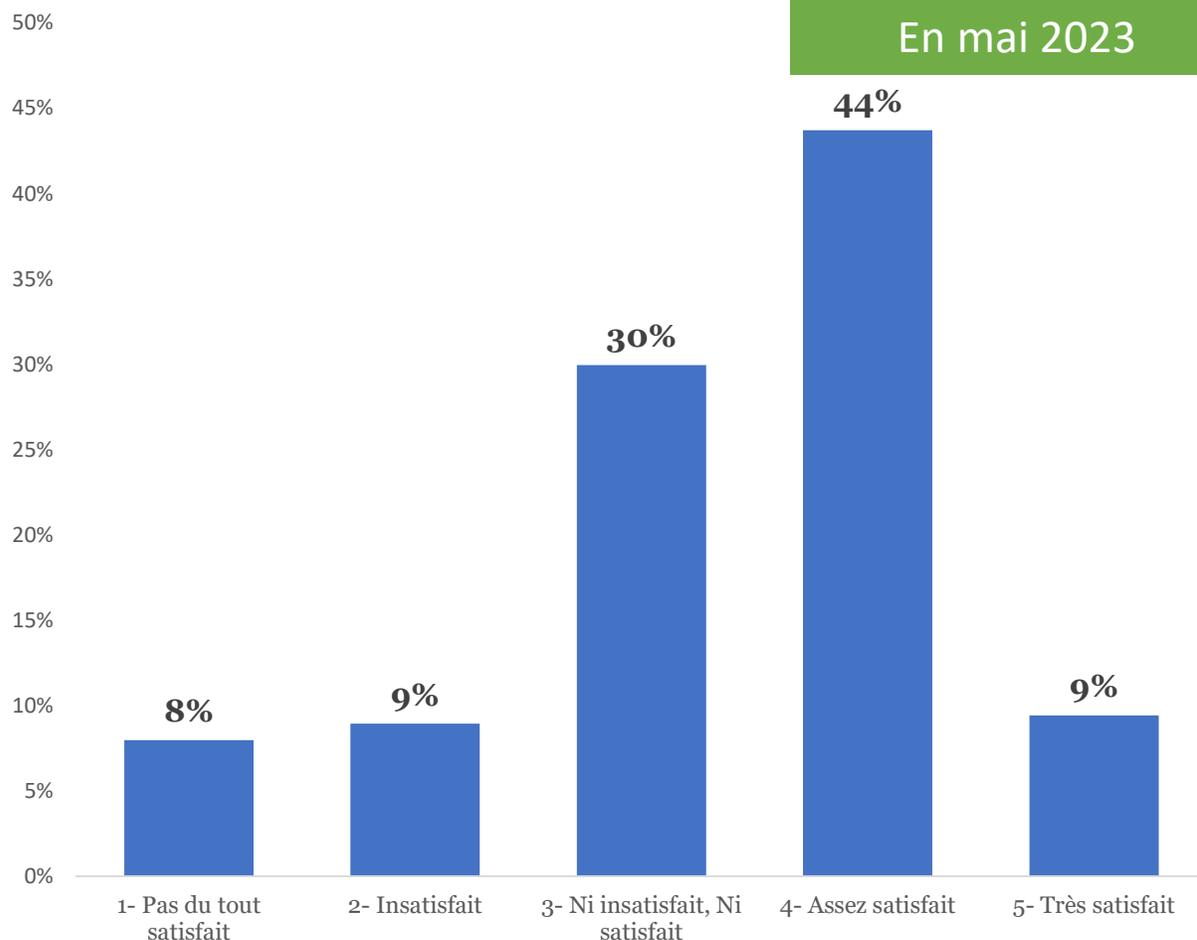


Pour les enquêtés, le retour de la paix passera obligatoirement par :

- 1- un même niveau d'engagement et de sacrifice des unités engagées (63%) ;
- 2- l'union des FDS (59%) ;
- 3- l'union de tous les civils (52%).

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

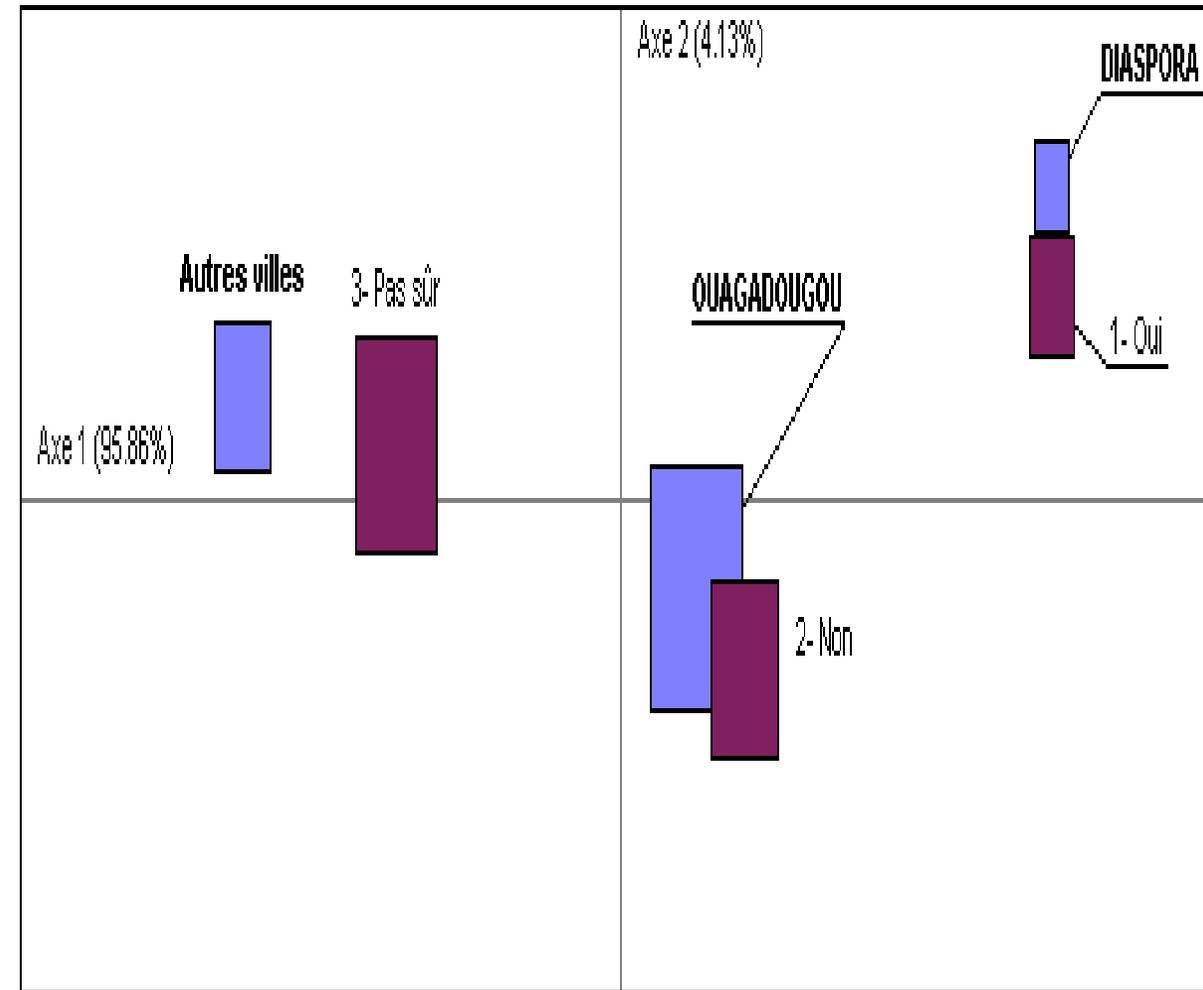
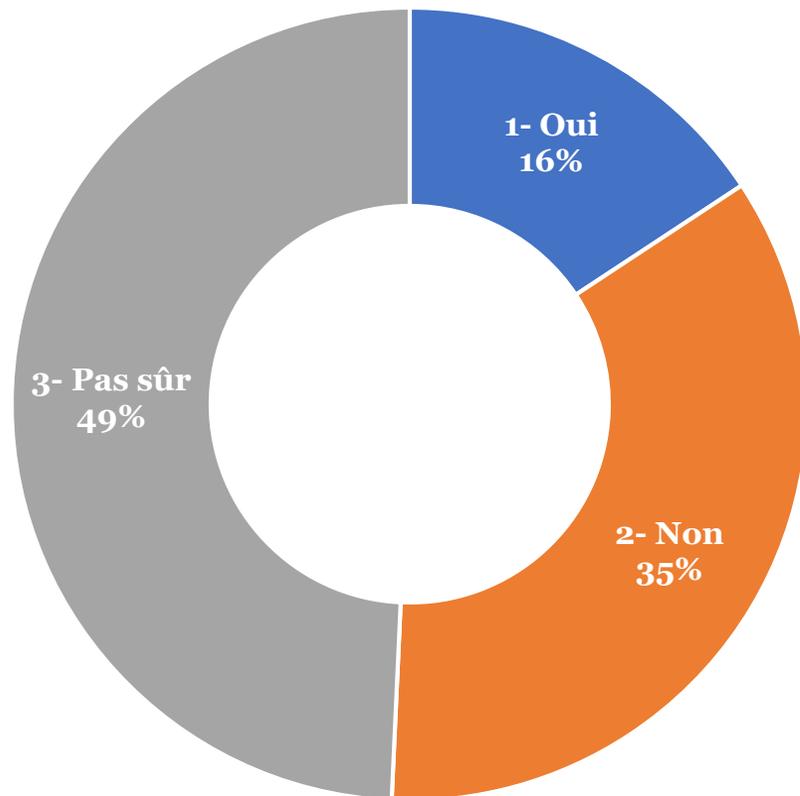
8- Diriez-vous que vous êtes satisfait des travaux de l'Assemblée Législative de la Transition ?



53% des enquêtés se disent satisfaits des travaux de l'Assemblée Législative de Transition contre 47% qui affirment le contraire. En juin 2022, les sondés « satisfaits » étaient seulement **8%** contre **67%** qui se déclaraient « insatisfaits ».

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

9- Au regard des résultats sur le terrain, ce gouvernement pourra-t-il respecter le calendrier de l'organisation des élections, validé par la CEDEAO pour la Fin de la Transition (Juillet 2024) ?



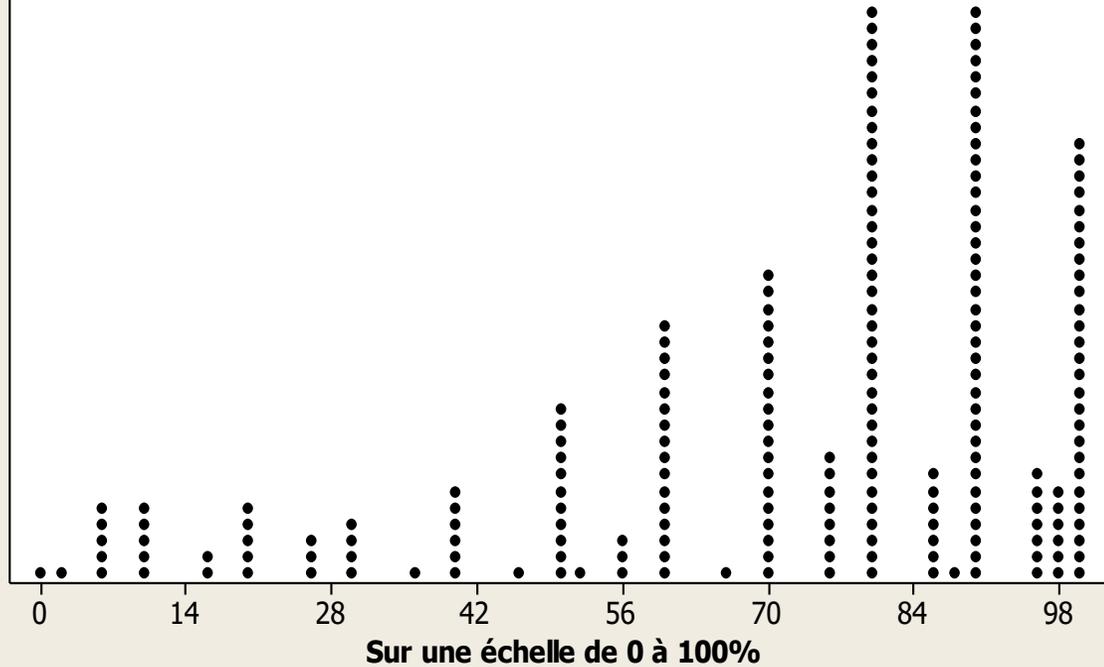
Près de la moitié des enquêtes (49%) ne « sont pas sûrs » au regard du contexte actuel que le Gouvernement puisse respecter le calendrier de l'organisation des élections, validé par la CEDEAO pour la fin de la Transition (Juillet 2024). L'analyse croisée des opinions **selon la zone de résidence** montre qu'en majorité le doute est plus ressenti pour les résidents à l'intérieur du pays (65%). Et alors que pour 35% des enquêtés dont 67% résidant à Ouagadougou marquent « NON » contre le respect de ce calendrier électoral de la CEDEAO.

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

10- Sur une échelle de 0 à 100%, à quel pourcentage estimez-vous les chances du MPSR 2 de venir à bout du défi sécuritaire, après avoir observé ses actions depuis son avènement ?

En mai 2023

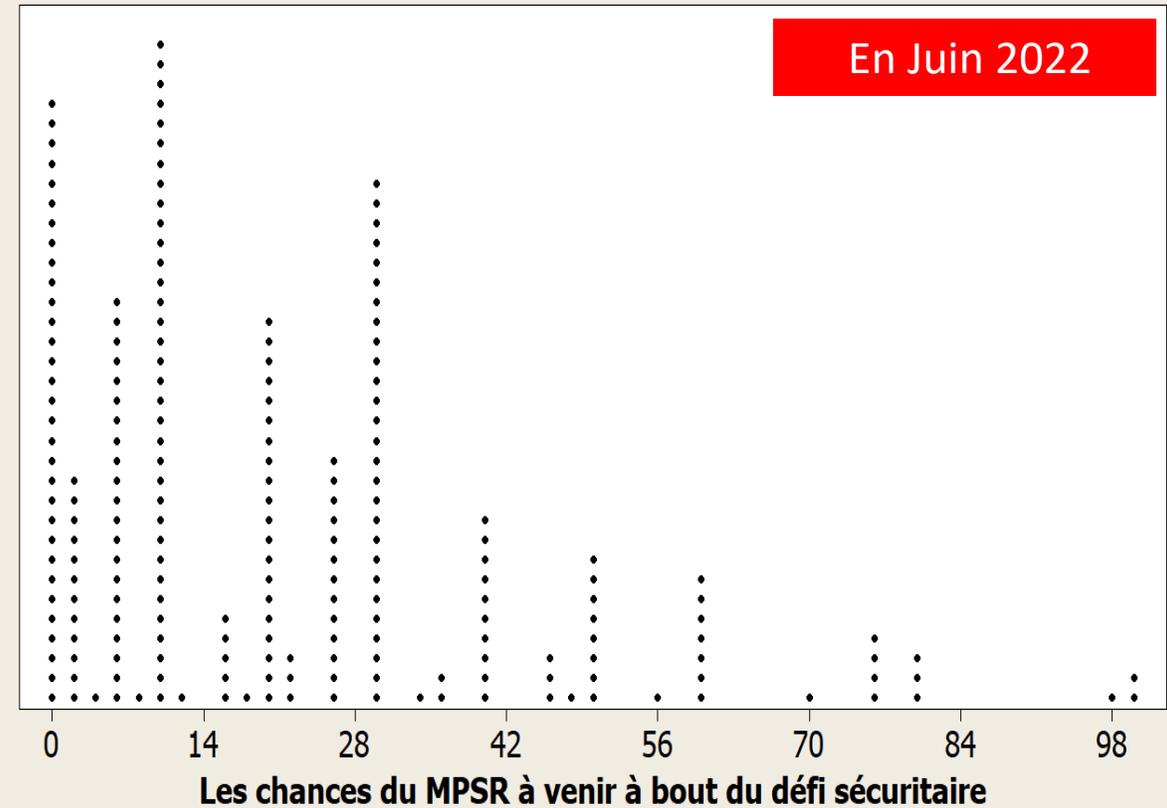
Les chances du MPS 2 de venir à bout du défi sécuritaire



10- Sur une échelle de 0 à 100%, à quel pourcentage estimez-vous les chances du MPSR 2 de venir à bout du défi sécuritaire, après avoir observé ses actions depuis son avènement ?

Les chances du MPSR à venir à bout du défi sécuritaire sur une échelle de 0 à 100%

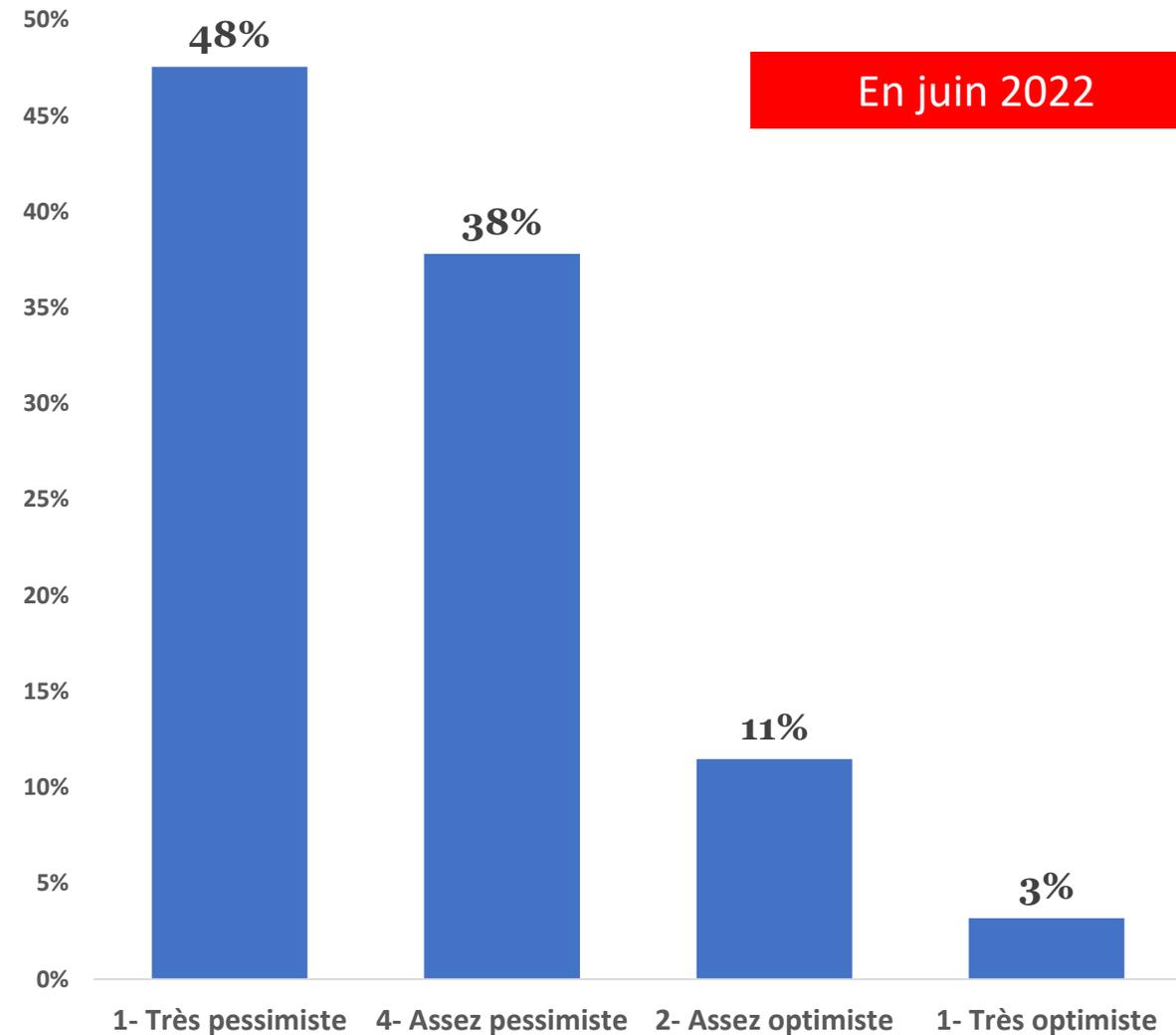
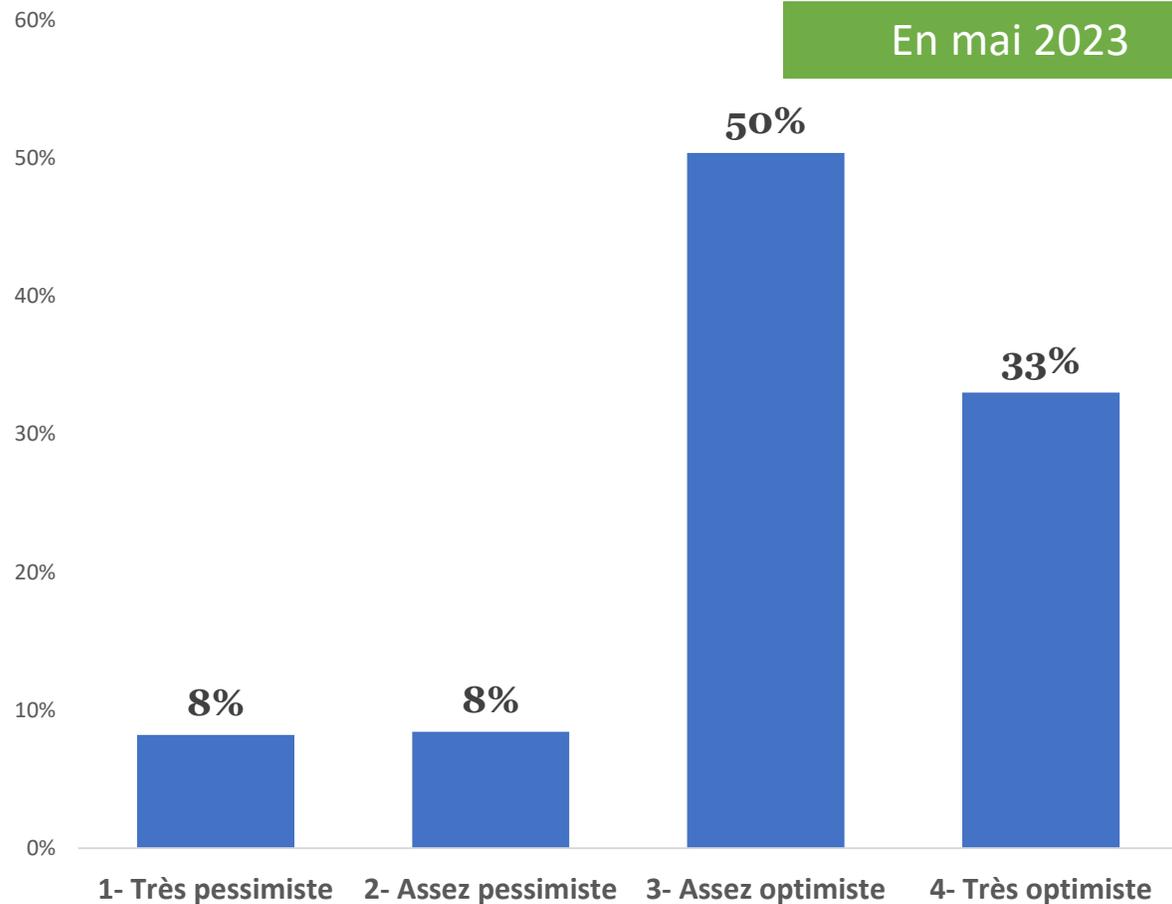
En Juin 2022



➤ En moyenne, les enquêtés estiment à **72 sur 100** les chances du MPSR 2 de venir à bout du défi sécuritaire, après avoir observé ses actions depuis son avènement le 30 septembre 2022. Comparativement à la période de juin 2022, les chances de succès étaient estimées en moyenne à **21 sur 100**.

Section 1.4- Appréciation des mesures & actions du gouvernement MPSR 2

11-A ce jour, d'une manière générale, quand vous pensez à l'avenir de votre village/ville, êtes-vous



Globalement, 83% se déclarent « optimistes », voire « très optimistes » (33%) quant à l'avenir de leur ville ou leur village en mai 2023. Par contre, en juin 2022 on avait que 14% des enquêtés qui se déclaraient optimistes.



SECTION 3- SCORES DES DIRIGEANTS DE LA TRANSITION



Notes des dirigeants

1- Note/20 des dirigeants

✓ Quelle note attribuez-vous aux membres dirigeants actuels de la Transition ?



15,80



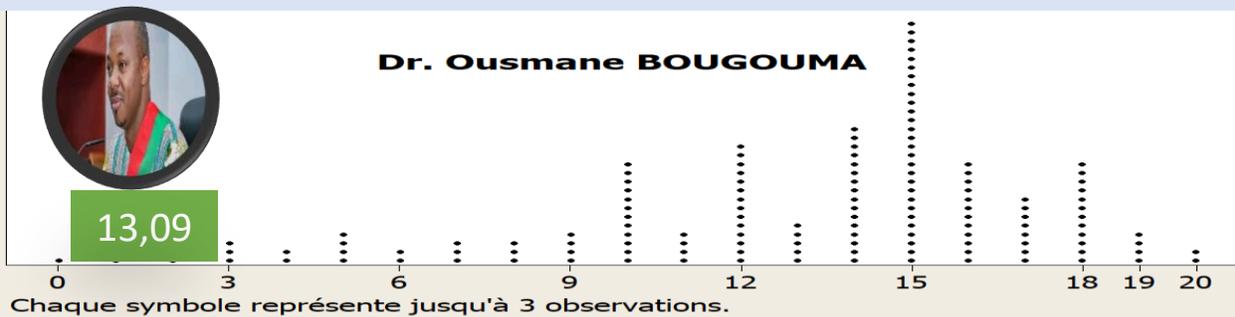
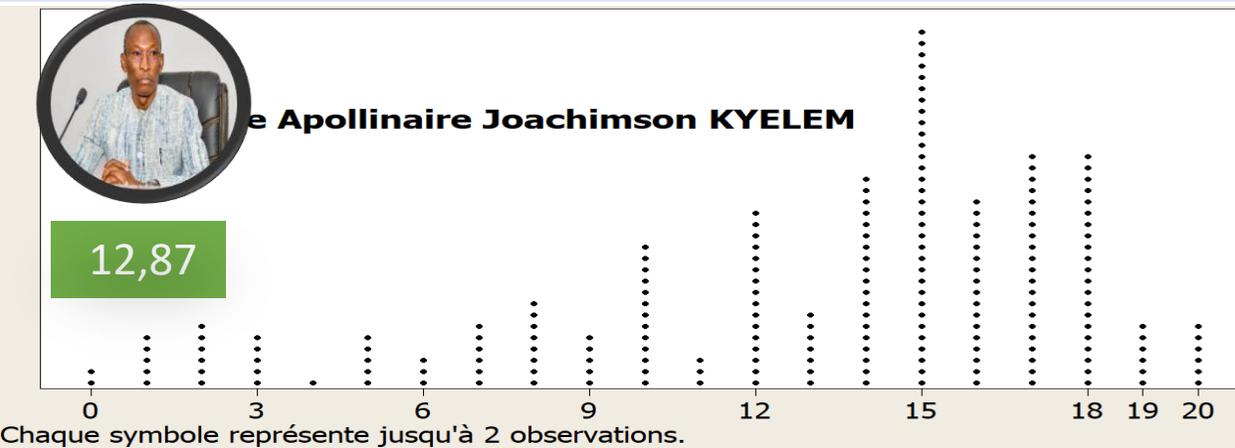
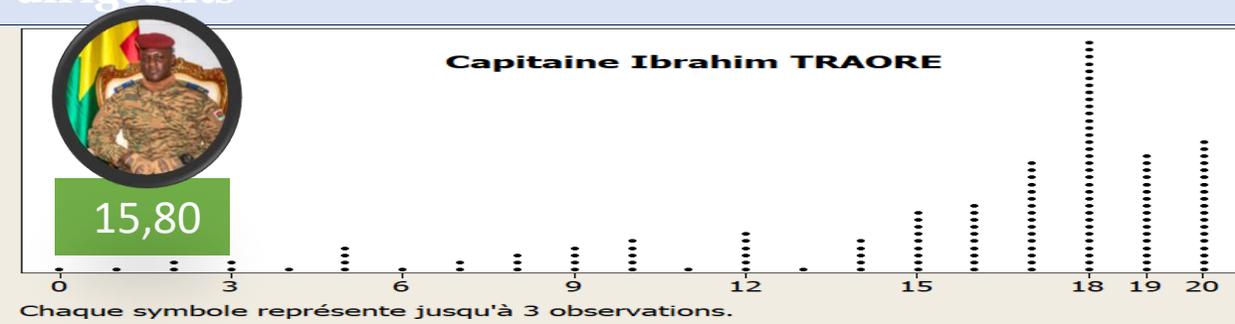
12,87



13,09

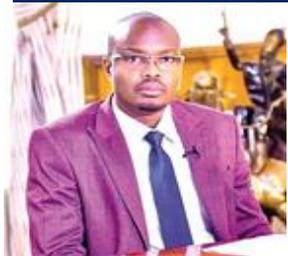
- ✓ 89% des enquêtés attribuent au Président de la Transition une note supérieure à 10, dont 69% ont donné plus de 15/20 ;
- ✓ 78% des enquêtés attribuent au Premier Ministre une note supérieure à 10, dont 63% ont donné plus de 13/20 ;
- ✓ 84% des enquêtés attribuent au Président de l'ALT une note supérieure à 10, dont 60% ont donné plus de 14/20.

89% des enquêtés attribuent au Président de la Transition une note supérieure à 10, dont 69 % ont donné plus de sa note moyenne de 15,80/20.





Notes des membres du Gouvernement



Mr Jean Emmanuel OUEDRAOGO
Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme

14,14



Mme Olivia R.ROUAMBA,
Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur

14,08



Mr Bassolma BAZIE ,
Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale

13,87



Dr. Aboubakar NACANABO,
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Prospective

13,84



Colonel Major Kassoum COULIBALY
Ministre d'Etat, Ministre de la Défense et des Anciens Combattants

13,71



Colonel Boukaré ZOUNGRANA
Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité

13,53



Mr Robert Lucien Jean Claude KARGOUGOU, Ministre de la Santé et de l'hygiène publique

13,10



Mme Aminata ZERBO/SABANE
, Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques

12,70



Mr Serge PODA ,
Ministre du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises

12,67



Mme Nandy SOME/DIALLO ,
Ministre de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire du Genre et de la réconciliation nationale

12,58



Commissaire de police Mahamadi SANA ,
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et la sécurité, chargé de la Sécurité

12,57



Mr Simon Pierre BOUSSIM ,
Ministre des mines et des carrières

12,52



Mr Denis OUEDRAOGO ,
Ministre de l' Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques

12,51



Mme Fatoumata BAKO/TROARE
,Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de la prospective, chargé du Budget

12,50



Mme Bibata NEBIE/OUEDRAOGO,
Ministre de la Justice et des droits humains, chargé de relation avec les institutions et Gardes des Sceaux

12,49



Pr. Adjima THIOMBIANO ,
Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

12,43



Mr Mikailou SIDIBE ,
Ministre de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat

12,36



Mr Joseph André OUEDRAOGO
, Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

12,31



Mr Karamoko Jean Marie TRAORE
Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur, Chargé de la Coopération Régionale

12,28



Colonel des Eaux et forêts Augustin KABORE ,
Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement

12,24



Mr Adama Luc SORGHO,
Ministre des Infrastructures et du Désenclavement

12,23



Mr Amadou DICKO ,
Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques, des Ressources animales

12,04



Mr Boubacar SAVADOGO,
Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi

12,00



Mr Roland SOMDA ,
Ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière

11,92

✓ **Quelle note attribuez-vous aux membres du Gouvernement de la Transition ?**

Globalement, l'ensemble des ministres ont obtenu une note supérieur à 10. En outre, on observe que : 2 ministres ont une note moyenne supérieur à 14/20 ; 5 obtiennent une note de 13 /20 ; 14 ont une notre moyenne de 12 /20 ; 1 seul ministre a une note inferieure à 12.

CONCLUSION

Ce sondage réalisé à l'issue des six (6) mois d'action du Gouvernement du MPSR2 montre une perception positive de façon globale des enquêtés vis-à-vis des mesures et actions du Gouvernement de Maître KYELEM de TAMBELA.

Aussi, il révèle le soutien total des enquêtés à l'ensemble des mesures adoptées par le Gouvernement de la Transition qui sont en phase avec leurs aspirations profondes.

En outre, le sondage met en relief les bonnes notes données aux premiers dirigeants du MPSR 2 par les enquêtés ; ce qui témoigne de la confiance qu'ils accordent à ces dirigeants pour conduire la Transition jusqu'à l'atteinte des objectifs assignés.

Enfin, de nombreuses suggestions et propositions ont été faites à l'endroit des gouvernants afin que l'ensemble des mesures et actions entreprises se concrétise dans les faits sur le terrain, où la réalité semble parfois dans certaines localités traduire un contraste avec ce qui est dit et communiqué.

Ainsi, il appartient aux acteurs concernés de prendre note des suggestions pertinentes en vue d'une reconquête réelle du territoire et de la sauvegarde de la Nation.



**Enquête Statistique – Analyse de données –
Génie logiciel – Site web – Intégration OS
Business Consulting – Formations**

OBAAS Consulting, Echangeur de l'est - Avenue TANSOABA -Coté sud Fondation Jean – Paul II
06 BP 10690 Ouagadougou 06

Bureau : +226 25 48 32 65

Mobile : +226 73 73 56 74

Mobile : +226 78 60 12 94

E-mail : contact@obaasconsult.net

Site web : www.obaasconsult.net